

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI
24

MARS
1976

N° 143

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SNCF CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES

LA GREVE S'ETEND

La SNCF n'avait pas connu ça depuis longtemps : le cérémonial des accords salariaux est mis à bas ! Partout sont refusées les nouvelles pertes de salaires orchestrées par le pouvoir et ses « syndicats » fantoches (FO, CFTC...). Les autonomes, eux-mêmes, malgré leur action démagogique, catégorielle, de mercredi dernier, ne sont plus sûrs d'eux : sur Paris, Nantes, Chambéry... certains de leurs adhérents échappent à la logique de division et de surenchère... L'action gagne des milliers de cheminots qui prennent l'initiative. Les Fédérations CGT et CFDT constatent plus qu'elles n'organisent l'extension de l'action... Krasucki - en personne - y va de paroles « énergiques » !

C'est sûr, les manœuvres du pouvoir pour dresser contre les cheminots les autres travailleurs ont été éventées : les travailleurs peuvent voir qu'à travers le matraquage des informations bourgeoises contre les roulants, il y avait le légitime « ras le bol » d'autres travailleurs exaspérés et les basses manœuvres de la direction (qui n'a pas hésité à accroître les suppressions de trains, volontairement pour tenter d'isoler les grévistes).

Le refus de négocier quoi que ce soit le lundi, a jeté de l'huile sur le feu : il y a longtemps que cela couvait ! On ne peut pas impunément faire mener une vie de chien, détruire la vie de famille et la santé (pour les salaires les plus bas de la Fonction Publique) à 280 000 travailleurs sans que la colère devienne riposte de masse !

La grève nationale, reconductible, à l'échelle de tous les dépôts, tous les chantiers, pour faire crier le pouvoir, voilà ce



qu'appelle l'intensification remarquable des actions, le développement de la lutte.

Mais les cheminots ne se battent pas seulement pour 2 000 F minimum. Ils portent déjà les espoirs de milliers d'autres travailleurs de la Fonction Publique contre le carcan des contrats. Qui plus est, après les métallos, les vigneron, c'est une politique qu'ils accusent, celle du capitalisme en crise !

Le mépris contre les travailleurs, l'intransigeance bornée, et déjà la répression (à Rouen, contre l'occupation de la gare Rive Droite) : ça ne peut plus durer...

Ces aspirations, les Fédérations CGT et CFDT des cheminots veulent les ramener aux « espérances d'après les cantonales »... Les Fédéraux sur la ligne du Programme Commun, s'ils sont prêts à ménager « une sortie honorable » à la SNCF, pourvu qu'elle cède sur une partie de la plateforme de lutte, en même temps laissent aller pour l'instant l'énergie des cheminots... Au niveau fédéral, les responsables « couvrent » les initiatives militantes. Pourquoi cette exaltation subite ? Parce qu'à la manifestation de lundi, et surtout dans le développement instantané des luttes, ils ont bien vu que les 24 heures ne suf-

firaient pas à calmer la colère des cheminots et que s'ils s'y opposaient, les travailleurs n'étaient pas prêts à rentrer ainsi dans le rang.

C'est dans la force du mouvement, dans sa capacité à pratiquer la démocratie prolétarienne pour que s'y développent les initiatives de consolidation de la lutte que peut résider la garantie des cheminots : dans la bataille des gens du rail pour les salaires, tous les travailleurs peuvent se reconnaître !

Il faut casser cette politique des contrats de misère !

Stéphane RAYNAL

Liban

L'OFFENSIVE PATRIOTIQUE SE POURSUIT

voir page 6

GISCARD A LA TELEVISION CE SOIR

La peur d'un printemps chaud

voir page 3

SOMMAIRE

- Notre enquête : ce qu'on fait manger aux Français : les associations de consommateurs -P2-
- Lutttes ouvrières : Peugeot : la lutte continue -P5-
- Le référendum à Djibouti -P7-
- 21 mars : rassemblement communiste -
- les travailleurs accusent le capitalisme -P8-
- Extraits de l'intervention centrale prononcée par Max Cluzot, secrétaire politique du PCR (ml) -P9-
- La vie du journal -P10-
- Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine - d'E. Snow -P11-



LES EBOUEURS EN LUTTE
Lyon s'empoubelle p. 5

ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(20)

Devant la baisse de la qualité de l'alimentation, beaucoup de gens en France se posent la question : comment manger mieux ?

Différentes organisations de consommateurs prétendent répondre à cette question ; il en existe, au niveau national, une douzaine en France. Elles ne sont pas toutes à mettre dans le même sac : il existe des différences de fond entre, par exemple, l'Union Fédérale des Consommateurs, qui édite «Que choisir», et les Associations Populaires Familiales, pour ne parler que des plus connues.

L'Institut National de la Consommation qui édite «50 millions de consommateurs» n'est pas une organisation de consommateurs : c'est un organisme gouvernemental. Mais il constitue l'épine dorsale de nombreuses «Unions Régionales d'Organisation de Consommateurs». C'est à ce titre que nous analysons ici le projet politique qu'il représente.



DON QUICHOTTE CONTRE LES MOULINS INDUSTRIELS

«Quant à nous, nous continuons à lutter, forts de la justesse d'une cause sans le triomphe de laquelle la meilleure prise en charge de votre vie quotidienne s'avérerait impossible».

Quel est donc le Don Quichotte moderne qui s'exprime ainsi ? C'est Monsieur Estingoy, directeur de l'Institut National de la Consommation, et de la revue «50 millions de consommateurs». Qui croirait, à l'entendre, que c'est Giscard, alors ministre des Finances, qui lui a confié ce poste en créant l'INC en janvier 1968 ?

Et lorsqu'on voit sa revue, ou d'autres du même genre, faire sur la qualité des produits des révélations qui font certainement grincer des dents certaines firmes, on se demande : dans quel intérêt ? S'agit-il vraiment de nous défendre, nous, les «50 millions de consommateurs» ? Quand on voit qui dirige la plupart de ces journaux et organisations de consommateurs, d'où elles viennent, on a des raisons d'en douter.

Voici comment Giscard définissait leur rôle en 1973 :

«Renforcer le pouvoir économique des consommateurs longtemps placés, du fait de leur ignorance et de leur inorganisation, en position de faiblesse dans la confronta-

tion de l'offre et de la demande».

Le «pouvoir consommateur»

En somme, d'après lui, si les rayons des boutiques sont envahis par des produits frelatés ou de mauvaise qualité, c'est simplement parce que le consommateur, ignorant et trompé par la publicité, achète ceux-là de préférence. Il suffirait d'une bonne information du public pour transformer cette situation, pendant que les «consommateurs» se regrouperaient pour contre-balancer la concentration monopoliste des industries alimentaires et des centres de distribution ; ainsi seraient rétablies les miraculeuses lois du marché, et le produit le plus sain l'emporterait dans cette saine concurrence. Le «pouvoir consommateur» ferait «contre-poids» au pouvoir des industriels et des commerçants.

L'ennui, c'est que ce n'est pas par simple caprice que les capitalistes fraudent sur notre nourriture : c'est pour le profit, et ils n'ont pas d'autre loi. Et le «pouvoir du consommateur», quand ce con-

sommateur est un travailleur, se réduit au pouvoir de choisir entre un produit trafiqué mais bon-marché, et un produit «sain», «naturel»... et hors de prix. Et ce n'est pas avec Giscard que notre «pouvoir d'achat» augmentera !

Si on nous fait miroiter le «pouvoir consommateur», c'est pour éviter qu'on ne s'attaque aux vrais responsables, aux seuls détenteurs du pouvoir de décision : ceux qui possèdent les moyens de production, les capitalistes. Et parler d'un «équilibre» entre deux «pouvoirs», est aussi hypocrite que de parler de «liberté» pour une société où les uns ont la liberté d'exploiter et les autres la liberté d'être exploités.

Voilà ce que veulent masquer les leçons de morale que «50 millions» et autres «Que choisir» administrent aux consommateurs «responsables». Est-ce que les ménagères sont responsables de l'augmentation du prix du pain, des colorants dans les saucisses, de la faible valeur nutritive des raviolis !

Démagogie et austérité

Comme chacun sait, Giscard s'est toujours beaucoup soucié de la qualité de notre vie, et dès qu'il a été élu président ; il s'est empressé de créer un «Secrétariat d'Etat à la Consommation», attribué à Madame Scrivener. Ecoutons celle-ci définir son rôle, tel qu'elle l'a décrit dans une récente interview à «50 millions» : après avoir contesté la baisse de la qualité des produits, elle explique : «Dans tous les domaines, il ne suffit pas de protéger le consommateur, il faut également éduquer les mentalités».

Nous voilà prévenus : ça ne sert pas à grand chose de lutter contre la baisse de la qualité des produits, puisque c'est à cause de notre naïveté qu'ils sont mauvais. Voilà pour la démagogie. Et main-

tenant l'austérité : 50 millions : Selon vous, une politique efficace de la consommation peut-elle se définir par «acheter mieux pour acheter plus» ?

Scrivener : «La nécessité d'économiser les matières premières, de lutter contre le gaspillage, de protéger l'environnement, nous conduit à aborder autrement les problèmes de consommation. La consommation est donc à un tournant, et j'aurais tendance pour ma part, à dire qu'il faut surtout acheter mieux. Je ne suis pas certaine qu'il faille pour autant acheter plus.»

La «qualité de la vie» pour justifier la «ceinture» : voilà la «nouvelle croissance, plus juste et plus équilibrée» de Giscard !

Paul GAUVIN

RALPH NADER, LA SOUPE DE SÉCURITÉ

Lancé à l'appel de Ralph Nader, le mouvement «consommateur» a rapidement fait bouler de neige. La «Consumers Union» a des recettes de 14 millions de dollars par an. Elle emploie à son siège 300 permanents. Ce mouvement a eu un grand écho en milieu étudiant : en 1974, 13 organisations regroupaient 750 000 étudiants. Devant l'irritation des dirigeants d'entreprises, Ralph Nader, accusé de vouloir détruire l'économie américaine, de «faire de la politique», s'est voulu rassurant et a développé au grand jour ses thèses et objectifs ultra-réactionnaires : il suggère de développer l'actionnariat, de le «populariser», de faire représenter les «consommateurs» dans les Conseils d'Administration des entreprises. Il «conseille» aux organisations de consommateurs européennes de se faire élire dans leurs parlements, le nombre de procès intentés pour la défense des consommateurs est ainsi passé en quelques années de 50 000 à 500 000 aux Etats-Unis.

Derrière toute cette démagogie, cet appel à se battre dans le cadre de l'«establishment», se cache la volonté d'une fraction de la bourgeoisie américaine de détourner, récupérer le mouvement. Les progressistes américains ont vu clair dans le jeu grossier, cousu de fil blanc de Nader. Un certain nombre d'entre eux réfutent la critique réformiste du «produit» que font les naderistes, pour «remonter» à la question du contrôle des moyens de production.

UNE MILITANTE APF DE BESANÇON-PALENTÉ : «Il y a une consommation de classe»

Nous publions l'interview d'une militante APF qui permet d'apprécier les différences entre cette organisation et les «clubs de consommateurs».

Quotidien du Peuple : **Que penses-tu de ce qu'on mange ?**

R. : C'est certain qu'actuellement, il y a un problème de qualité des produits, mais en fait à travers ça, moi je dis qu'il y a une consommation pour les riches et une pour les pauvres ; il y a ceux qui peuvent choisir et les autres. Par exemple dans la mesure où on est informé sur les additifs, si on a les moyens (en savoir et en avoir) on a le pouvoir de choisir.

QdP : **Tu remets en cause l'information des consommateurs faite par la télé ou les clubs de consommateurs ?**

R. : Oui ! Je suis contre les informations techniques données actuellement. Je trouve que c'est fait pour permettre aux gens éclairés de mieux choisir et que pour les autres, la majorité, les gens de la base, ne mangent que de la mauvaise qualité.

QdP : **Crois-tu qu'avec tout cela les gens du peuple peuvent manger correctement ? Que l'alimentation est suffisante ?**

R. : C'est sûr que bien des gens ne se nourrissent pas assez, par exemple on considère que dans 100 grammes de viande, il y a 20 grammes de protéides, mais s'il y a plein d'eau dans les 100 grammes, ça fait

evidemment autant de protéides de moins.

Comme je te disais, en fait, il y a une véritable consommation de classe.

QdP : **Combien penses-tu qu'il faut pour manger et vivre normalement aujourd'hui ?**

R. : Les APF ont fait un budget-type d'une famille avec 2 gosses et on trouve qu'avec la société actuelle pour vivre normalement il faudrait avoir 4 760 F.

Mais personnellement, je ne pense pas qu'une telle somme serait nécessaire dans une société socialiste, car actuellement, on nous impose des achats, un mode de vie, on gaspille des sommes énormes pour la publicité, l'emballage. Si on tient compte de cela, ce n'est pas vrai que nos conditions de vie s'améliorent, même si on achète plus. Et il y a plein de choses qui durent de moins en moins longtemps...

QdP : **Que penses-tu des initiatives à prendre pour lutter sur ce terrain-là ?**

R. : On a fait des ventes de viande avec les paysans-travailleurs l'an passé et on a surtout dénoncé les trusts de la charcuterie.

Ce serait intéressant d'organiser des rencontres avec des syndicats qui travaillent dans des usines alimentaires.

Mais en tout cas, ce n'est pas en participant aux organismes de consommateurs contrôlés par la préfecture ou les entreprises qu'on fera avancer les choses. De toutes façons, ils ne nous laissent même pas nous exprimer.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Devant le développement des organisations de consommateurs, de la pression des masses et s'instruisant de l'expérience américaine, l'impérialisme français s'est attaché à donner un moule à la contestation sur ce front, d'imposer là, ce qu'il n'a pas réussi ailleurs : mettre en place une structure stable pour la collaboration de classes. En 1967, l'INC fut donc créé. L'Institut est administré par un conseil d'administration et un directeur.

UN «CONTESTATAIRE» AUX ORDRES

Le directeur actuel, Henry Estingoy, est nommé par le ministre de l'économie et des finances. Le conseil est composé de représentants des chambres de commerce et d'industrie, des activités agricoles, des pêches, de la publicité, de la presse et de cinq ministères (Education Nationale, Agriculture, Industrie, Affaires Sociales, Information) et des représentants d'associations de consommateurs. Un commissaire du gouvernement, nommé par le ministre des Finances, a le droit de veto. L'INC édite la revue «50 millions de consommateurs».

Giscard à la télévision ce soir

LA PEUR D'UN PRINTEMPS CHAUD

C'est ce soir que Giscard mobilise toutes les chaînes de radio et de télévision pour parler. Les journalistes aux ordres sont entrés en fébrilité : l'un d'entre eux, ne se contrôlant plus, disait hier à Europe 1 : « Tout dépend de ce que va dire Giscard ». Mais nous, dans le peuple, nous savons bien que Giscard ne va pas ce soir résoudre nos problèmes : l'examen de la situation, au bout de près de deux ans de giscardisme, nous montre que le magicien de l'Elysée n'a plus de cartes pour sortir de l'impasse et qu'il incarne l'impuissance de la « majorité ».

A toutes les interventions de Giscard, le scepticisme a augmenté, la preuve de l'incapacité gouvernementale est devenue plus flagrante. 1-million et demi de chômeurs, une inflation non maîtrisée, qui va repartir avec la libération des prix industriels, et le flottement du franc, une austerité pour les travailleurs sans cesse renforcée. Après tant de promesses ! Giscard n'a plus, c'est clair, le moindre crédit politique dans les couches populaires.

Et du coup, c'est sa « majorité » elle-même, qui reconnaît l'usure du giscardisme. Les partis qui le soutiennent se divisent sur les voies à suivre. C'est l'échec des élections cantonales qui a fait sentir à maints politiciens de la « majorité » l'insondable vide, l'absence totale de consensus populaire autour du gouvernement. Du coup, l'effolement souffle dans les cercles du pouvoir. Chacun y va de sa radicale solution pour trouver aujourd'hui une forme de collaboration de classe qui supplée le gaullisme bien lointain maintenant. Debré, quoique franc-tireur, écrit dans *Le Figaro* d'hier, un brûlot contre Giscard, il y villipende « un pouvoir qui croit demeurer au-dessus de la mêlée en rêvant » un « libéralisme qui a pris

l'image de l'impuissance ». « La crise est ouverte » avoue-t-il, dénonçant



L'une des grandes réformes : défilé à pied en costume de ville

du même coup son caractère politique et la faiblesse de la majorité présidentielle. L'UDR officielle, de son côté, demande, dans son organe *La Nation*, que « l'autorité de l'Etat soit réaffirmée ». Quant au journal *Les Echos*, trompette ouvertement patronale, il confie que « les milieux patronaux » attendent « la volonté de conduire une action ferme et cohérente » en critiquant, d'une manière inhabituellement acerbe, les « tergiversations des velléités du changement » du président.

Si la preuve n'en existait

pas encore, on voit aujourd'hui que dans des cercles de plus en plus larges de la bourgeoisie, le gouvernement suscite le doute, l'interrogation et la division. Sans surprise aucune, il perd la confiance de la classe qu'il représente, puisqu'il s'est montré incapable de gagner celle du peuple. La propagande du pouvoir, sa campagne douceuse pour endormir les ouvriers n'a endormi au contraire personne. Malgré la décrispation chantée sur tous les tons,

les luttes en effet, prennent de l'ampleur à l'approche du printemps : dans la classe ouvrière, chez les petits paysans, chez les étudiants. Et c'est là l'incapacité fondamentale, l'échec du giscardisme : il est impuissant à museler la colère.

Et, puisque Giscard s'avère incapable de juguler un printemps chaud, les hommes de la majorité lui proposent des solutions : deux politiques apparemment opposées circonvenant le peuple sont avancées. Accélérer les réformes, c'est l'idée de certains RI et des centris-

tes. Pendant qu'au contraire le choix d'une partie de l'UDR serait un renforcement plus ouvert de « l'autorité de l'Etat », d'une rupture avec la politique de réforme qui, sans transformer les conditions de vie des travailleurs, rend plus floue la frontière entre les propositions de la gauche.

L'alternative est ainsi posée :

● S'agit-il, tout en menant une série d'attaques

DEUX ANS DE RÉFORMES EN TROMPE-I'ŒIL

Giscard, heureusement, a prévenu en mai dernier « les effets de mon action se font sentir lentement ». Avec présomption, il disait, en janvier, combien il admirait « la fermeté du soutien que l'ensemble des groupes de la majorité ont apporté à la politique des réformes ». Que restait-il de la fermeté ? et du soutien !

● La transformation du style présidentiel a constitué l'essentiel des réformes :

Dîner chez « des Français », monter les Champs Elysées à pied, réunir le conseil des ministres en province ou en banlieue, transformer le rythme de la *Marseillaise*, faire parler sa femme à la télévision, recevoir deux éboueurs au jour de l'an 75, serrer la main à un prisonnier. C'est là la décrispation qui n'a pas dépassé l'emballage publicitaire.

● Quelques réformes

qui ne coûtent rien ont été les seules vraiment menées à bien : celle de l'avortement (avec ses limites), celle du droit de vote à 18 ans.

● Des réformes néfastes ont été aussi réussies ou sont en cours d'accomplissement : la réforme Haby, la réforme Soisson, le renforcement de la police (développement de l'ilotage, coups de poing, etc.), la suppression de la commémoration du 8 mai la réforme pénale qui aggrave les peines, l'aggravation du règlement de discipline du service militaire, le coup d'arrêt à la régionalisation.

● Enfin, l'essentiel des réformes serpent-de-mer : la taxation des plus values, la revalorisation du travail manuel, l'abaissement de l'âge de la retraite, la qualité de la vie, le financement du logement, les pouvoirs des collectivités locales, la réforme de l'entreprise. Ce sera encore à l'ordre du jour longtemps !

comme le réclame un pont de l'UDR ou le *Parisien Libéré* !

Cette alternative est un peu factice, parce que les deux termes supposent l'accroissement de la politique répressive. Elle ne fait que révéler l'effolement qui gagne le camp de la « majorité », et c'est un indice supplémentaire

de la crise politique : quels que soient les bavardages de Giscard sur la réforme, la politique répressive de la bourgeoisie est en place et s'accroît. La peur d'un printemps chaud en est une des causes. Pour y riposter, les travailleurs doivent lier le développement de leurs luttes à une mobilisation importante pour la défense des libertés démocratiques.

Réunion du Conseil de Défense à l'Elysée

UNE POLITIQUE MILITAIRE DE SOUMISSION

La question des crédits militaires et de leur affectation a été étudiée hier à la réunion du Conseil de Défense. Une nouvelle fois se trouve discutée la part relative accordée à l'armement conventionnel et à l'arme nucléaire.

A la fin de la guerre d'Algérie, De Gaulle décidait d'accorder la priorité à l'armement nucléaire, pour pouvoir se passer de la protection du parapluie nucléaire US. L'impérialisme français a réussi à se constituer un arsenal relativement important : armes thermo-nucléaires équipant des sous-marins, des Mirages, missiles, armes nucléaires tactiques (Pluton...)

LES LIMITES DE LA POLITIQUE GAULLISTE

L'ambitieuse politique gaulliste a rapidement montré ses limites. La France, puissance impérialiste secondaire, n'a pas les moyens de financer à la fois l'armement

nucléaire et l'armement conventionnel. Côté nucléaire, l'armée ne possède pas de missiles à tête multiple, seule arme réellement capable de percer les défenses des USA et de l'URSS. Côté armée conventionnelle, le matériel n'a pas été renouvelé, ni modernisé, les crédits manquent : insuffisance des heures d'entraînement dans l'armée de l'air, vétusté de la flotte de guerre dont les trois quarts doivent être renouvelés. Seul un tiers de l'armée est opérationnel.

Face à cette situation de faiblesse, le gouvernement doit faire des choix pour les années qui viennent. Ce choix sera fonction, non

seulement des impératifs budgétaires et des impératifs de la défense nationale mais également de la volonté de renforcer le rôle répressif de l'armée, aspect qui prend une importance plus grande en raison de la crise politique ébranlant le pouvoir de la bourgeoisie.

LES HESITATIONS DU GOUVERNEMENT

Plusieurs choix possibles pour la bourgeoisie sont actuellement en discussion.

- L'augmentation des dépenses militaires, 20 % du budget au lieu de 17 % actuellement, ce qui devrait permettre de moderniser sur plusieurs années l'armement conventionnel.

- Réduction des effectifs du contingent ou diminution de la durée du service militaire, et même constitution d'une armée de métier afin de

dégager les fonds nécessaires à l'amélioration de l'armement conventionnel.

- Réintégration progressive de l'OTAN qui permettrait de diminuer la part des dépenses consacrées à l'armement nucléaire, mais occasionnerait d'autres dépenses : financement des manœuvres communes, participation aux frais d'entretien des troupes US stationnées en Europe.

Le gouvernement hésite entre ces différentes solutions. La nouvelle programmation militaire ne sera pas quinquennale comme les précédentes, mais aura probablement la forme d'un plan réajustable avec des « noyaux durs » non soumis à une remise en cause : les armements les plus importants, et le reste réalisé dans la mesure du possible. Ce pilotage à vue planifié traduit les hésitations de la bourgeoisie dans ce domaine.

en bref...

● L'UJP continue de distribuer les compléments, après Giscard traité de girouette, c'est Fourcade qui se fait affubler du surnom de « charlot ». Les jeunes gaullistes ne sont toujours pas remis de la disparition de leur grand « charlot ».

● Les banques feront probablement payer les chèques 30 francs par an à partir du 1^{er} juillet, il ne manque plus que l'accord du Crédit agricole. Le prétexte invoqué : les frais de gestion, mais les banquiers ne parlent pas des bénéfices qu'ils tirent des comptes courants des travailleurs sur lesquels ils ne versent pas d'intérêts.

LUTTES OUVRIERES

«S'ILS NE CÈDENT PAS SUR LES SALAIRES, ILS AURONT DROIT A LA GRÈVE NATIONALE»

«Pourquoi nous sommes en lutte ?», nous déclare un militant syndical de Paris-Lyon : «Pour les salaires : on ne te fait pas un dessin, mais le salaire de début, c'est 1480 F à Paris. Et contre les zones de salaire justement, parce que la SNCF, pour assurer son recrutement, veut créer une zone nouvelle dans la couronne parisienne. Ça, on le refuse et au contraire on veut qu'on relève la dernière zone, et que les indemnités de résidence soient intégrées au salaire.»

«Et puis, tu sais, ajoute un gars de l'entretien, on se bat aussi pour avoir une vie un peu normale, nos 104 repos dans l'année ; c'est pas de trop...»

Un jeune cheminot de Villeneuve lui, s'indignait surtout du «piège des contrats». «Tout est truqué, disait-il. Chirac a le culot de dire qu'on gagnera 7,5 % de plus que l'an dernier. Où est-ce qu'il a vu ça ? Alors que on n'a

même pas de rattrapage sur la dégringolade du pouvoir d'achat en 75...»

LES 24 HEURES ÇA NE SUFFIT PLUS

A Paris Sud-Est, les cheminots rencontrés ne se contentent pas de vagues appels à l'action.

«Ce n'est pas pareil que d'appeler carrément à la grève et surtout au plan national. On a l'impression que les fédéraux nous ont laissé démarrer parce qu'ils ne savaient pas bien où on irait, de quoi on était capables et pour le moment, ils refusent de coordonner. Ce jeune cheminot exprimait en fait des critiques maintes fois entendues sur Paris-Lyon depuis vendredi. «On n'a pas compris à quoi ils jouaient dans les fédés lorsqu'ils nous sont tombés dessus pour que la section CFDT et les adhérents CGT ne continuent pas l'action le Week-end. Ils se sont fait huer, c'est normal ; si c'était pour repartir lundi,

à quoi bon toute cette gymnastique ?». Un cheminot de l'entretien rappelait alors qu'à Paris Sud-Est, il y avait une pratique syndicale qui avait imposé depuis longtemps des formes démocratiques : «On a compris que décider en Assemblée Générale, c'était nécessaire et c'est à la base qu'on a pris nos décisions, malgré les pressions de la fédération CFDT pour qu'il n'y ait pas de tract officiel d'appel à l'action». «Pourtant, on était prêts à laisser partir et rentrer les colonies de vacances», expliquait un roulant CGT. «La SNCF a cherché à nous couper des usagers, y compris en supprimant des trains qui étaient prévus comme partant. Ça et le refus de négocier ce lundi, c'est des provocations qui n'ont pas marché ; on a quand même servi de stimulant, et maintenant c'est tous les cheminots qui s'y mettent : s'ils ne se décident pas à négocier, ils auront droit à la grève nationale.»

«On n'a pas vu ça depuis 71»

(INTERVIEW D'ANTOINE BARBERO, SECRETAIRE GENERAL DE LA C.F.D.T. CHEMINOTS.

Quotidien du Peuple : Quelle est la position fédérale sur les débrayages en cours ?

A.B. : Nous sommes pour une extension du mouvement : il faut créer un rapport de force maximum pour négocier « à chaud » !

La presse nous fait actuellement beaucoup d'honneur, à nous, cheminots ; on dit que nous serions « l'étincelle d'un printemps social chaud ». Pourquoi pas ? Ce qu'il y a c'est que nous sommes partis sur des problèmes professionnels ; on ne s'est pas senti un « détonateur ». Pour nous, il s'agit de ne pas déboucher sur du rafistolage. Ça va jusqu'à une remise en cause de la politique contractuelle. Par conséquent, ça vise aussi l'Etat-patron.

Q. du P. : Que penses-tu des formes d'action telles que l'occupation de la gare du Havre ?

A.B. : C'est une étape nouvelle dans la prise de conscience. C'est quelque chose d'important. S'il y a une élévation dans la qualité du mouvement de lutte, c'est une forme d'action possible pour les cheminots. On a pas vu ça depuis 1971. En plus, le contexte est plus favorable : on n'est pas au début des vacances d'été, et le pouvoir a fait bêtise sur bêtise. Le refus de négociation de lundi est une erreur du pouvoir. C'est ce refus qui est mal apprécié par l'opinion publi-

que. Quand on y ajoute le camouflet qu'ils ont pris aux cantonales, on voit qu'il y a des possibilités de les faire reculer.

Q. du P. : Comment vois-tu l'extension du mouvement ?

A.B. : Le problème, c'est que le CNPF pousse au blocage de son côté. Il pense au privé. On donnerait le « mauvais exemple ». Mais nous ne sommes pas des « apprentis sorciers », comme ils le disent : il y a une porte de sortie honorable pour la direction et le gouvernement. Il faut qu'ils cèdent pour cela, sur la revalorisation des conditions de travail (104 repos), les zones de salaires et surtout le pouvoir d'achat pour 76, y compris pour les agents de conduite.

Suite au mouvement de lundi à Paris et au refus de la direction d'entamer les négociations, les agents de conduite de Nantes ont décidé de continuer la grève. A Nantes, c'est une grève reconductible de 24 heures qui a été décidée à dix heures ce matin, et à partir de demain matin, c'est l'ensemble des cheminots qui partira en grève.

correspondant Nantes.



Echos de la gare St-Lazare

Pas beaucoup de trains, hier, à la gare St Lazare, où la grève était très suivie, au moins chez les roulants. Devant les panneaux d'indication des trains de la journée presque vides, les gens s'attroupent, et discutent. Quelques dames en manteau de

foufure maugréent. Chez les ouvriers venus prendre leur train, c'est différent : « Je viens voir si mon train part. Je savais bien qu'il y avait grève, mais c'est normal qu'ils fassent grève sur les salaires et les conditions de

travail, on les comprend ». « Bien sûr, ça embête pas mal de gens, mais pour la SNCF c'est inévitable ».

« J'ai travaillé dans le temps à la SNCF : C'est vraiment dur. Regarde les roulants quand ils se déplacent, tu crois qu'on leur paie le temps qu'ils perdent entre les voyages ? »

Parmi les manutentionnaires, immigrés pour la plupart, c'est l'attente. N'ayant pas reçu de mot d'ordre de grève, mais n'ayant pas de travail, ils restent perplexes sur le mouvement. « La grève va sûrement durer jusque lundi matin, selon la CGT-CFDT. Hier, la direction a refusé les négociations. Aujourd'hui, elles doivent avoir lieu. En attendant, presque tous les trains sont bloqués. »

On apprenait en effet dans la soirée qu'il n'y avait qu'un train sur quatre qui avait marché à St Lazare.

C.F.T.C. DU COTÉ DES JAUNES...

La C.F.T.C. de Paris-Austerlitz semblait particulièrement embarrassée hier, non seulement parce que ses maigres forces ne la mettaient pas en mesure de s'opposer à la lutte, mais pour «expliquer» un tant soit peu sa position : «72 % de nos adhérents sont pour la signature de contrat ; car il est meilleur que l'an dernier. Quel culot, alors qu'au contraire, en partant sur la base d'un soi-disant «maintien du pouvoir d'achat» (fondé sur l'indice truqué de l'INSEE) et non une «progression» ; il aboutit en fait à accroître les pertes, (d'autant qu'il n'est pas question de rattrapage sur 75, où déjà le cheminot avait eu son pouvoir d'achat laminé...). Pour la C.F.T.C. (qui ne représente pas 5 % de cheminots), le positif, c'est les 242 F d'augmentation proposés à 2500 roulants sur 280 000 cheminots ! Et quand on parle d'Assemblée Générale à ces messieurs, pour savoir quelle position ils y avaient défendu, on vous dit «oh, moi, je ne sais même pas où ça se tient !».

S.N.C.F.

UN MOUVEMENT QUI SE DÉVELOPPE

Mardi 23, les secteurs suivants étaient (de manière sûre) en grève : toute la région S.N.C.F. de Nantes, celle de Rennes et de Lille (tous services), les gares du Havre, de Rouen, Nice, Lens, Caen. Les dépôts (agents de conduite et entretien) de Rouen Sotteville, Mantes, Achères, Marseille, Avignon, Pantin, Durq, Vénissieux, et Paris Sud-ouest sont également dans l'action. Par ailleurs, la grève est à l'ordre du jour dans certaines AG : Vénissieux (sédentaires), Villeneuve St Georges (ADC qui se prononcent ce matin), guichets (gare de Lyon), etc...

Etaient également en grève, hier à 22 h 00 : Paris-est, Paris-nord, Montparnasse, St Lazare, Austerlitz et Invalides.

En province : Tours, Amiens, décidaient hier soir, suivis d'Assemblées sur Dijon, Chambéry et Lyon, Clermont... où l'on devait décider des modalités de la grève... Dans plusieurs cas, sous forme de 24 h reconductibles !

Au Havre et à Rouen, hier matin, les grévistes occupaient les locaux, pour la première fois depuis 71. La police est intervenue à Rouen Rive Droite et a chassé les militants à la faveur d'une réunion qui avait dégarni les piquets... Déjà dans de nombreux centres, on parle aussi d'occuper et d'être plus vigilant, pour défendre la grève.

en bref...

• RHONE POULENC TEXTILE RESTRUCTURE

4 000 suppressions d'emploi fin 76, 2 000 autres sont prévues au début de 77, ce qui veut dire immédiatement 575 licenciements à Péage de Roussillon, 393 à Gauchy, des menaces pour les usines d'Albi, Bezons, Grenoble, Givet. C'est le prix que le trust Rhône Poulenc veut faire payer aux travailleurs pour la restructuration de sa branche textile. Rhône Poulenc Textile se retire en effet du marché français du fil d'acétate et des fibres cellululosiques au profit de trusts concurrents comme par exemple la firme américaine Dupont de Nemours. Le trust français semble pourtant en bons termes avec le géant américain : échanges de brevets, etc.

Les grands trusts se partagent le marché et les travailleurs font les frais de la restructuration...

L'intersyndicale des 18 établissements du trust Rhône Poulenc Textile réunie le 18 mars à Lyon annonçait des grèves de 24 heures reconductibles chaque jour sur l'ensemble du trust si la direction maintient les licenciements annoncés. Dès lundi, des débrayages ont eu lieu. D'autre part, à l'intersyndicale de RP. SA (toutes les branches du trust) des actions ont été prévues dans toutes les branches du groupe Rhône Poulenc pour soutenir la branche Textile : la solidarité se développera dans la chimie !

• CHIMIE EN LUTTE

A la Cerp de Rouen, les téléphonistes sont en grève depuis le 16 février.

A Manoline, à Honfleur (filiale Rhône Poulenc), les travailleurs ont débrayé 4 fois 8 heures avec arrêt total des installations pour des augmentations de salaires ; le premier débrayage, le 9 mars, a été suivi par 95 % du personnel posté ; le second, le 12 mars, a été suivi par 95 % du personnel posté, par 95 % du personnel de jour et à 100 % par les cadres.

A Cheby à Niort (groupe Unilever), après des grèves tournantes du 23 février au 25 février, les travailleurs ont obtenu satisfaction : un rattrapage des salaires en trois étapes sur l'usine de Bezons ; des primes de transport ; une prime de vacances ; le 13e mois.

LUTTES OUVRIÈRES

PEUGEOT

LA LUTTE CONTINUE

● POUR LES 300 F

● CONTRE LES LICENCIEMENTS

Beaulieu, 8 h 30. La vallée est recouverte d'une fine couche de neige, «la neige du coucou» comme on dit, dans le pays et, c'est sous un froid glacial, que près d'un millier de personnes sont rassemblées à la portière centrale pour assister à un spectacle peu commun : sur une tribune marquée du seul emblème de la C.G.C. et d'une banderole proclamant «liberté du travail», 3 individus s'en prennent sur tous les tons aux travailleurs grévistes qui occupent l'usine.

C'est l'intervention du délégué CGC qui s'exclame de la manière la plus démagogique «Où, les travailleurs en ont ras-le-bol. Oui, nous voulons la négociation» pour finalement avancer ses propositions en forme de menaces : «Nous regretterions d'en arriver à des incidents du type de ceux de St Etienne, il faut au plus vite une consultation à bulletin secret. Nous y appellerons tous les travailleurs dans les jours qui viennent. C'est l'avenir de l'entreprise qui est en jeu». Il sera appuyé dans ce sens

AUX CYCLES PEUGEOT

La direction fait appel aux curés ! La direction des cycles Peugeot en lutte, ne se contente pas, comme d'autres, d'envoyer des circulaires dénonçant les grévistes, au nom de la «liberté du travail»... La direction a envoyé une lettre à tous les curés et pasteurs de la région, leur demandant de faire pression sur leurs «ouailles» pour qu'ils reprennent le travail !

par un représentant d'un prétendu «Comité pour la Défense de la Liberté du Travail».

Des messieurs huppés applaudissent, cependant que les travailleurs du

piquet, regroupés derrière les grilles, accusent : «Salut, tu parles de liberté du travail, en 68 tu étais le premier à enfoncer les portes», «tu ne vis pas avec 1500 balles par mois», «nos 300 F !». Pour clore sa prestation, la CGC appelle à aller «pacifiquement» dans les rues de Montbéliard.

Que près de 1000 personnes participent à un tel rassemblement étonnera, si l'on songe qu'une heure auparavant, un meeting appelé par l'intersyndicale CGT - CFDT ne regroupait guère plus de 300 travailleurs. Mais on sait maintenant, qu'en ces occasions, la direction fait descendre de Sochaux, plusieurs cars de ses nervis recrutés par la NOTA.

Néanmoins, ces pressions anti grévistes des cadres et agents de maîtrise liées à l'attitude de plus en plus intransigeante de la direction sont les éléments importants de la situation aujourd'hui à Mandeure.

Depuis maintenant 17 jours que les ouvriers sont en grève et bloquent l'usine, les patrons de Peugeot sont non seulement restés sourds à leurs revendications, mais ont multiplié les attaques contre eux. Ce sont en effet, 60 tra-

vailleurs dont les noms ont été relevés par huissier qui ont reçu leur lettre de licenciement. On croit savoir que cette vaste provocation irait en s'élargissant : un plan de 320 licenciements serait en route.

UNE SEMAINE DE LUTTE : DE NOUVELLES INITIATIVES

L'occupation de l'usine continue, chaque portière étant bloquée par un barrage de fenwicks. Les piquets sont vigilants. A Sochaux, les voitures sont incomplètes : manuellement, la grève commence à faire mal à Peugeot. Mais la fatigue physique se lit sur les visages, les repas express et les nuits sans sommeil n'arrangent pas la santé.

Alors, les mêmes questions se posent comme il y a une semaine : comment renforcer l'occupation,

comment y associer les travailleurs rencontrés au porte à porte, qui se prononcent pour la grève mais ne viennent pas ? Il y a eu pourtant tout au cours de la semaine écoulée un certain nombre d'initiatives et de faits encourageants. Ce sont les travailleurs de la portière du 35 qui expliquent : «D'abord, en ce qui concerne l'occupation, il y a des femmes de grévistes qui se sont proposées de faire une crèche à l'intérieur de l'usine. Pour ça, l'initiative qui a été lancée, c'était de faire un comité de femmes grévistes». «Il y a autre chose qu'on ne doit pas sous estimer, et la direction le sait bien, c'est que le jour où les cadres ont attaqué le piquet, les gars à Sochaux commençaient à s'organiser pour descendre en car nous prêter la main.

Tous les jours, il y a un tract d'information sur Sochaux et les usines du groupe. Ça a d'ailleurs

remué dans le groupe à Valentigney et à Audincourt, les gars ont fait des débrayages en soutien pour nous et en posant leurs revendications à eux. Des gard de la SDN, à Villeneuve St Georges, qui se sont fait vider par les flics sont venus ici hier. Disons que la liaison avec les usines du groupe, c'est fait et ça marche, mais il faut aussi aller plus loin, il y a des boîtes dans le Haut-Doubs qui ignorent notre lutte. Par rapport à ça, on s'est fixé des objectifs pour les collectes».

QUELQUES QUESTIONS A LA DIRECTION CGT SUR LA CONDUITE DE LA LUTTE

Dès lors que se trouvent posées les initiatives pour l'intensification de la lutte, restait à déterminer les moyens de leur application. Or, de ce point de vue, un certain nombre de faits apportés au compte des dirigeants de la CGT et

du PCF suscitent interrogation et inquiétude chez les travailleurs.

- C'est d'abord la condamnation de la proposition des femmes de grévistes qualifiées d'«irresponsables et gauchistes». Tout un langage qu'on a pris l'habitude d'entendre dans la bouche de ces gens.

- C'est leur volonté d'apparaître seuls sur leur siège aux portes de l'usine de Sochaux pour y faire les collectes. Nous sommes à quatre jours des élections professionnelles à Sochaux, voudraient-ils faire briller la boutique ? - C'est enfin leur participation de plus en plus timide à l'organisation pratique de l'occupation. Dans la propagande diffusée lors du meeting, cette question n'est que vaguement mentionnée.

Où, on a toute les raisons de s'interroger sur de telles pratiques. Un travailleur rencontré au piquet voit une explication : «N'oubliez pas que les cantonales, on n'y pense déjà plus. Avant, c'était toujours utile de dire : allez-y les gars, vous avez raison de ne pas vous laisser faire, nous, on est là. Aujourd'hui, qu'est ce qui peut les intéresser dans cette lutte. Ils n'ont plus tellement besoin de récupérer des voix».

Alors, quand les patrons de Peugeot ne relâchent pas leur pression et brandissent les plus graves menaces contre notre droit à la lutte, tout ce qui sape l'unité combative des travailleurs tout ce qui fait obstacle à leur initiative doit être combattu avec énergie.

Correspondant



Bourgogne-Electronique

Pas question d'accepter ça

Lundi soir, a eu lieu le début des négociations. La direction a proposé :

- une augmentation de 3%. «Ça ne fait même pas 45F sur nos salaires», dit une ouvrière mandatée par le comité de grève pour participer aux négociations.

- proposition d'heures supplémentaires, pour augmenter notre revenu !

La direction nous a aussi dit que si nous maintenions nos revendications, il y aurait à peu près un millier de licenciements dans l'année. Alors, on est parti : pas question d'accepter ça ! Les négociations devaient nor-

malement reprendre hier. Nous tenions à ce que ce soit en début d'après midi, pour pouvoir informer après les grévistes, en assemblée générale. La direction voulait à tout prix le faire en fin d'après midi, ce que nous avons refusé.

Hier matin, 15 délégués sont passés au tribunal des référés. Le résultat du jugement n'est pas encore connu, mais l'on s'attend à ce que ce soit l'expulsion de tous les délégués. Cela n'empêchera pas l'occupation de l'usine de se poursuivre !

Pour populariser la grève, une manifestation est prévue demain dans le quartier des Grésilles. Les collectes rencontrent un important succès, et, pour l'animation de la grève, la projection d'un film sur Lip est prévue.

Correspondant Bourgogne-Electronique

LYON S'EMPOUBELLE

Depuis jeudi dernier, les travailleurs des services de nettoyage de la communauté urbaine de Lyon sont en grève : éboueurs, chauffeurs poids-lourds et cantonniers... Aujourd'hui les sections syndicales CGT, CFDT et Autonomes (FO ne s'associe pas au mouvement) appelaient tous les Communaux du Rhône à une grève de soutien de 24 heures. La mobilisation n'a pas été partout très bien organisée. «Chez nous, on n'a été averti qu'hier à 4 heures 30. Quand on finit à 5 heures, c'est trop tard. Il faut avoir le temps d'organiser, prévoir des roulements pour la sécurité», disait un travailleur du Service des Eaux. Malgré ces insuffisances, la grève était largement suivie et 1 500 travailleurs des différents services se sont regroupés à 10 heures devant l'entrée de la foire.

«Notre patron, est là-dedans» disait un éboueur en montrant le bâtiment derrière

les caravanes, les stands établis sur les quais du Rhône

Beaucoup pensaient rentrer. On parlait du discours de D'Ornano le jour de l'inauguration, très rassurant pour les patrons ; mais trois cars de C.R.S. barraient l'entrée. Fallait-il y aller quand même ? Un gréviste : «Au fond, j'ai été voir, ils n'étaient qu'une douzaine dans les cars, on aurait pu passer !». Un autre intervient «Il paraît qu'il y en avait d'autres dans le Parc de la Tête d'Or, prêts à intervenir». La sono des syndicats mettait en garde les travailleurs rassemblés contre toute provocation. Finalement, après les interventions syndicales, les communaux partent en manif en direction de la Place des Terreaux.

«Lyon s'empoubelle, c'est la faute à Pradel». Comme on s'engageait dans le quartier bourgeois de la presqu'île, ce mot d'ordre s'est imposé. Des éboueurs sur les trottoirs (dans les ZUP de

banlieu, les ordures commencent à s'entasser devant les immeubles mais dans les quartiers chics, les concierges les cachent et on ignore la grève)... le S.O de la manif fut pris de cours. J'ai vu un responsable au macaron CGT se précipiter sur les gars pour les arrêter, puis voyant qu'ils étaient acclamés, il s'est mis à applaudir à son tour. A la fin de la manif, sur la place des Terreaux, des altercations ont éclaté. Des éboueurs venaient d'imposer de fait une chose qu'ils voulaient faire depuis le début : faire éclater la réalité de la grève au grand jour dans les beaux quartiers. «Dans les syndicats, tout le monde n'est pas d'accord. On nous dit : il y a des gens qui ont renversé les poubelles par terre. Et pourquoi c'est dans les HLM qu'on doit supporter les ordures. Comment continuer demain ?». Devant la foire, un représentant des syndicats a invité tous les secteurs qui le veulent à se mettre en grève

à leur tour. Mais sans donner plus de perspectives. En discutant dans le cours de la manif, on s'apercevait que beaucoup n'avaient même pas entendu cette proposition. Des décisions seront prises demain dans différents secteurs.

LES REVENDICATIONS

- 2 000 francs minimum pour tous.
- 300 francs d'acompte immédiat
- déroulement de carrière normal pour les immigrés.
- meilleures conditions de travail et sécurité
- remplacement du matériel vétuste et dangereux
- augmentation des effectifs
- revalorisation de la prime de fin d'année pour les actifs et les retraités
- octroi d'une indemnité transport

INTERNATIONAL

Liban

L'OFFENSIVE PATRIOTIQUE SE POURSUIT

Hier, les combats continuaient à Beyrouth et à la montagne, fief des Phalanges. L'hôtel « Holiday Dun » est entièrement occupé par les forces patriotes, dont les principales sont « l'Armée Arabe du Liban » du lieutenant Al Khatib et les « Mourabitoun » (nassériens indépendants). Elles contrôlent actuellement toute la région ouest de Beyrouth

die s'est déclenché au port de Beyrouth dans les dépôts de fuel.

Les forces patriotes prennent de plus en plus de terrain. Un hôtel important à Beil-Méri, village important pour les Phalanges dans la montagne a été occupé par elles. Les Phalanges sont de plus en plus affaiblies militairement. Cette poussée des forces patriotes vise à

LES DIFFICULTÉS DE LA «SOLUTION SYRIENNE»

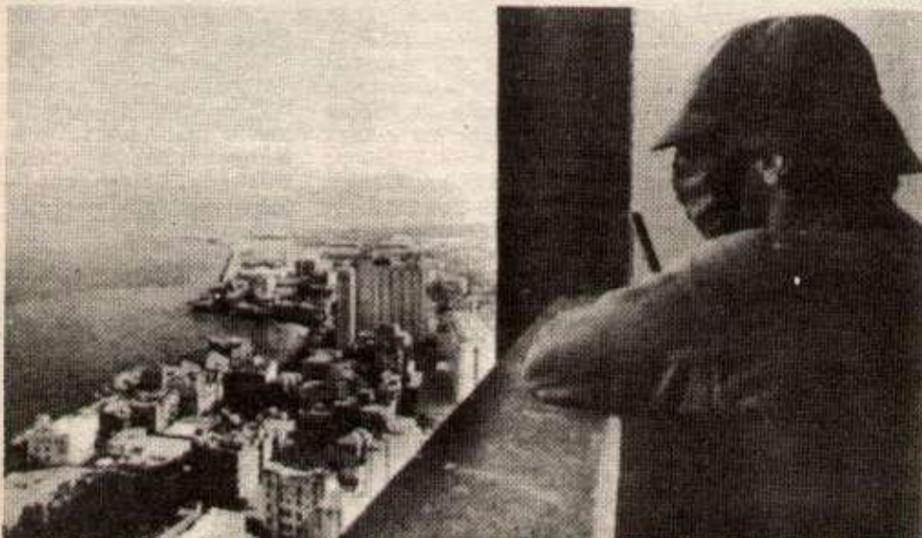
Cependant, suivant cette proposition, le conseil des ministres s'est réuni pour proposer un changement dans la Constitution. Il a aussi proposé l'admission générale à tous les soldats qui sont en dehors de l'armée. Le changement de la Constitution serait la

veau président obligera Frangié à démissionner ? Et le Parlement pourra-t-il se réunir jeudi ? Pour les forces patriotes, Frangié doit déclarer qu'il démissionne, et leur offensive vise à l'obliger.

VERS UNE INTERVENTION OUVERTE ?

Des bruits circulent à Beyrouth sur une possibilité d'intervention de l'armée syrienne, qui éviterait une trop grave défaite des forces phalangistes en perte de terrain. Les officiers syriens qui ont quitté le Liban après le coup d'Etat sont revenus au Liban pour, d'après eux, mettre au point le cessez-le-feu. Dans d'autres régions, au Sud, par exemple, des luttes se mènent entre l'Armée Arabe du Liban et les forces du « Front du Refus » d'un côté et la Saïka de l'autre. Celle-ci passe ouvertement à la lutte contre les forces patriotes libanaises et palestiniennes.

Pour les masses, cette situation de conflit pose de nouveau les problèmes vitaux qui se sont posés la dernière fois : il n'y a presque plus de pain, il n'y a plus d'essence pour les déplacements. Les hôpitaux ne peuvent plus recevoir les blessés et le nombre de destructions est très important.



Ils n'y sont plus ! C'étaient les phalangistes à l'hôtel Holiday Inn.

et aucune « poche phalangiste » ne se trouve dans ce secteur. Mais les Phalanges continuent à lancer des roquettes sur le secteur ouest. Plus de 100 roquettes sont tombées sur les maisons et autres endroits pendant ces deux derniers jours. Un incen-

obliger, par la force militaire, le président Frangié à démissionner. Cette question est en effet au centre des problèmes actuels. La proposition syrienne sur ce point a été rejetée par les forces patriotes et par Joumblatt.

possibilité d'élire un nouveau président six mois avant les élections, c'est à dire, la chambre des députés devant examiner la question et donner son avis, dans sa réunion le jeudi. Mais deux questions se posent : qui garantit que l'élection d'un nou-

Portugal

CONGRÈS DE L'UNION DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le 2^e congrès de l'Union Démocratique Populaire s'est déroulé les 20, 21 mars à Lisbonne. Y participaient 800 délégués élus et 700 observateurs représentant largement les travailleurs et paysans.

Dans le programme immédiat, unir le peuple dans la lutte contre la misère, le fascisme, et l'impérialisme, l'UDP veut garantir l'appui aux masses populaires et lutte. Les 5 points du programme :

- lutte contre l'avancée des fascistes : lutte de masse dans la défense des libertés démocratiques.
- lutte contre la division de la classe ouvrière : pour un mouvement syndical de classe
- lutte contre la division Nord-Sud : l'alliance ouvrier-paysan, clé de l'Unité Populaire
- lutte contre la soumission à l'impérialisme : un politique indépendante des superpuissances.

Au cours de ce congrès prirent la parole un certain nombre d'observateurs sympathisants de l'UDP qui se présentent comme indépen-

dants sur les listes UDP aux prochaines élections, en particulier un déficient civil de Porto ex PCP, un prêtre Vila-Réal dans le Nord, le président du syndicat agricole de la région de Setubal, etc...

C'est donc sous le signe d'une très grande démocratie que s'est tenu le 2^e congrès de l'UDP.

AFRIQUE

Le Togo et le Bénin ont décidé de rouvrir leurs frontières, fermées à la suite d'un différend entre les deux pays.

• POT DE VIN, POTS CASSÉS

Un jeune fasciste japonais, jouant les « kamikaze », a jeté son avion sur la maison de Kodama, dirigeant d'extrême droite compromis dans l'affaire des pots de vin Lockheed. Le kamikaze est mort ; son ancien chef se porte bien. En Italie, un général et un avocat ont été arrêtés suite à la même affaire.

CINÉMA

La «nouvelle vague» soviétique (2)

'VIRGULE, POINT VIRGULE'

A Besançon, dans le cycle de films soviétiques, a été projeté « Virgule, point virgule » datant de 1971. Il traite des problèmes de l'École en URSS. Le présentateur de l'association culturelle (le CCPPO) a précisé que sa large diffusion dans les salles soviétiques avait pour but d'instaurer un débat au sein des masses sur le problème de l'enseignement.

Des minettes en minijupes faussement ingénues qui pouffent, divisent la classe en clans au gré de leurs intrigues amoureuses.

Des chiopies qui ne parlent que de choses futiles. Des élèves du genre grand benêt qui se débrouillent pour réciter les cours sans rien y comprendre.

Des professeurs chahutés, du genre vieille barbe, avec leurs cours trop abstraits, imbuables.

Oui, la critique de l'éducation en URSS est là et peut paraître sévère, malgré le ton léger adopté pour ce film dans lequel on rit de ce qu'on condamne.

C'est à travers les fantasmes d'un garçon sympathique, rêveur, fonceur à certains moments, que le problème est posé. Le héros ne trouve pas moyen de s'intéresser à son travail, n'y comprenant rien, ne songe qu'à s'évader dans la rue et devient une complète nullité intellectuelle et physique, ce qui le désespère car il est tombé amoureux.

C'est pour les yeux de sa belle qu'il essaie d'en sortir ; et plus d'un échec cocasse l'attend. Et de se jeter à corps

perdu dans un entraînement fastidieux, et la lecture rebu-tante de livres ardu. Cependant, il trouve le salut : C'est par le bricolage qu'il « accroche », comprend le principe d'un circuit électrique en réparant un poste à transistors pour un copain. Enfin, il devient le sauveur de son équipe dans un combiné à ski où les épreuves intellectuelles se mêlent au sport. Il retrouve ainsi la raison de vivre et sa réintégration dans ce petit monde intellectuel.

Ce qui est suggéré donc,

c'est la nécessité de réformer un enseignement trop abstrait, qui n'« accroche » pas les jeunes à cause de ses méthodes inadaptées. Donc, un enseignement moins rasoir, plus vivant, plus concret, où l'on peut récupérer les brebis égarées.

Cependant, il y a d'autres brebis égarées dont on ne s'occupe guère. Qui sont ces garçons que l'on nous montre, déambulant dans les rues, jeunes désœuvrés que l'on n'imagine guère dans l'école de bon ton où la gentilette compétition à ski sera le clou de l'innovation pédagogique ? Ce sont des enfants issus des « mauvaises familles », les bonnes étant d'un niveau matériel et intellectuel supérieur : médecin, ingénieur... ; les mauvaises familles, on n'apprend peu de choses à leur sujet, sinon que les gens « bien » protègent leur progéniture de leur contact.

Si ces « voyous » qui insultent au passage les petits « chérubins » de la bonne société sont exclus de cet enseignement, là n'est pas le problème. Si l'enseignement est inadapté, c'est



Les enfants des nouveaux bourgeois de l'Union Soviétique

par rapport aux gosses des riches qui ne doivent pas sombrer dans l'ennui, car la voyoucratie les guette. C'est le « problème » d'une classe, la nouvelle bourgeoisie, qui défend un enseignement d'élite, un niveau d'abstraction élevé. Le père à qui l'on fait une démonstration de cet enseignement de prestige repart ébloui, rassuré d'avoir vu de petits génies en culottes courtes résoudre des problèmes par l'algèbre.

Le but, c'est d'arriver à décrocher un diplôme pour devenir quelqu'un, se classer individuellement dans un bon rang, rester du bon côté car il ne faut pas que le fils déçoit.

Mais quel rôle ont ces diplômés dans la société ? Qui servent-ils ? Quels besoins ? Construisent-ils le socialisme ? Pas question de cela dans le film.

Pas question non plus d'ouvrir l'école sur la société,

l'usine, la ferme. Seul reste un monde refermé sur lui-même qui ne prend pas en compte les vrais problèmes.

Voilà un film bien révélateur de la société soviétique actuelle, de ces nouveaux bourgeois qui ne visent qu'à conserver leurs privilèges, et pour qui l'école est le moyen d'assurer à leur progéniture une place au soleil.

Corresp. Besançon

INTERNATIONAL

Djibouti

«REFERENDUM OBJECTIF» ET OBJECTIF NEO-COLONIAL

« La France organisera un référendum objectif comme l'ont été les précédents » a déclaré à sa sortie de l'Elysée, Ali Aref, le représentant des intérêts coloniaux français à Djibouti. « Objectif comme les précédents » ! Quel cynisme ! La population de Djibouti sait bien à quoi s'en tenir sur cette « objectivité » à la française, qui a le goût du sang, et des truquages électoraux les plus grossiers, avec lesquels le pouvoir français a essayé d'étouffer en 58 et 67 la volonté populaire d'indépendance totale et sans conditions.

Aujourd'hui, à Djibouti, les colonialistes français continuent sur la lancée de leurs vieilles méthodes tout en les adaptant à la situation nouvelle. Après l'écroulement de l'empire portugais, Djibouti est le dernier pays africain encore colonisé directement.

l'UNI, qui appellera à voter «oui» au référendum français. Le docker du port, pour avoir le droit de décharger un bateau, afin de gagner sa journée, le petit fonctionnaire qui veut garder son emploi, l'habitant de Dikhil, pour avoir le droit d'acheter de la



Ali-Sabieh où nous étions le 12 mars : des milliers de personnes manifestent pour l'indépendance totale.

Devant cette marche en avant du continent africain, la France est obligée d'accepter une indépendance formelle et pour la première fois, elle est prête à accepter un contrôle international de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) sur un référendum à Djibouti ; elle a autorisé une commission de l'OUA à visiter Djibouti, avant le prochain sommet africain qui aura lieu en juin prochain à l'île Maurice ! Mais, qu'est-ce que cela change ?

Outre le fait qu'elle essaie de s'appuyer sur les régimes d'un certain nombre de pays francophones au sein de l'OUA, la France a commencé à préparer son référendum, à sa manière, à Djibouti, même. Pour éviter qu'un contrôle international mette en lumière les truquages électoraux les plus grossiers, le jour même du vote, comme cela se passe les autres fois, les truquages ont lieu dès maintenant. On refuse de donner les papiers d'identité français, indispensables pour voter, à la plus grande partie de la population originaire ou vivant depuis longtemps à Djibouti. Les militaires français vont chercher des nomades en Ethiopie à qui ils remettent des papiers d'identité français tout en leur promettant une «vie heureuse» à Djibouti en échange de leur engagement à soutenir la France.

viande, l'habitant de Holl-holl pour avoir de l'eau à la station de pompage, tous doivent aujourd'hui adhérer au parti de Aref.

Et plus que jamais, la France essaie ces jours-ci de monter les 2 nationalités, Afar et Somali, l'une contre l'autre.

Depuis la mi-février, le couvre-feu est levé à Djibouti, les rafles massives (mais pas les arrestations individuelles) interrompues. Provisoirement, les gendarmes mobiles et la légion ne jettent plus dans leurs camions pour expulsion ou emprisonnement, les enfants à la sortie des écoles, les femmes sur les marchés, les fidèles dans les mosquées : pour parler de référendum, il faut donner une apparence de libéralisme.

Mais, nous avons vu chaque jour, au port de Djibouti, les navires de guerre français décharger armes et munitions, les nouveaux bâtiments en construction pour abriter les renforts de paras et de légionnaires. Car à Djibouti, le peuple est décidé à rejeter cette année la présence française, sa base militaire, son oppression quotidienne, par tous les moyens, y compris en déclenchant la lutte armée.

Nous y reviendrons dans le reportage que nous publierons prochainement.

Ali Aref organise un parti :

Jean-Paul GAY

● ZIMBABWE (Rhodésie)

Le ministre des affaires étrangères anglais, James Callaghan, a proposé un plan permettant, selon lui, de parvenir pacifiquement à une Rhodésie gouvernée par la majorité noire. Mais ne faut-il pas retentir surtout de sa déclaration le passage où il indique que la Grande Bretagne devra s'engager sur le terrain « même au prix de quelques sacrifices » : n'est-il pas étonnant d'envisager cette intervention au moment où la guerre de libération se développe, alors qu'on n'avait rien fait aussi longtemps que le gouvernement raciste ne semblait pas menacé ?

Palestine occupée

CONTRE LES ÉLECTIONS DU 12 AVRIL

Un enfant est mort. Il avait onze ans. Il était palestinien. Mercredi dernier, il se trouvait sur un barrage dressé par les écoliers à Abou-Dis, dans la banlieue de Jérusalem. Une jeep de l'armée israélienne, attaquée à coups de pierres par les jeunes, a ouvert le feu. Ali Hussein Afana vient de mourir des suites de ses blessures.

L'assassinat, en Palestine occupée, est au demeurant monnaie courante : un homme de quarante ans a été tué, neuf autres ont été blessés par la police sioniste au cours d'une manifestation, à Saisit, près de Tulkarem.

Au Conseil de Sécurité de l'ONU, Zehdi Tersi, représentant de l'OLP, a soutenu « les Palestiniens qui se révoltent contre l'occupant » et dénoncé les forces de répression qui « ont recours contre la population désarmée à des méthodes dignes d'Hitler ».

Israël, ayant décidé que les élections devaient mettre en place le 13 avril, une « administration locale » en Cisjordanie, ce projet est remis en cause par le soulèvement actuel, dont il est un des motifs. Ces projets remontent à l'occupation de ces territoires par les sionistes. En effet, en 67, les sionistes s'appuient sur les maires des principales villes de la Cisjordanie, maires liés au régime jordanien, pour faire avancer l'idée d'« administration locale ».

Que visent-ils par ce

projet ? Créer, tout d'abord, dans cette région, une administration qui sera liée à l'Etat sioniste et, de ce fait, nier toute représentativité du peuple palestinien à l'OLP. Après l'occupation de 67, Dayan a contacté les maires actuels d'Al-Khalil et de Ramallah pour ce projet.

Mais ce premier pas a rencontré de vives résistances de la part du peuple palestinien, vivant sous l'occupation. Des « comités nationaux » sont créés un peu partout et les opérations militaires sont



intensifiées contre l'occupant.

Le même projet est présenté de nouveau après les massacres de 1970 et 1971 par le régime jordanien. Il est pris en main directement par le consul américain à Jérusalem et par le gouverneur militaire de la Cisjordanie, avec la bénédiction du roi Hussein. Mais le peuple palestinien s'est soulevé une fois de plus contre ce plan et a affirmé tout haut son attachement à l'indépendance et à l'OLP, son seul représentant. Les manifestants contre l'occupation israélienne, contre le régime jordanien ont duré plusieurs jours.

Actuellement, c'est ce projet qui est de nouveau proposé.

Pour ces élections, les Israéliens ont engagé un travail depuis plus d'un an, en s'appuyant sur plusieurs maires locaux. Mais le soulèvement actuel balaye tout ce qu'ils ont fait, car même les maires qui leur étaient proches, démissionnent l'un après l'autre, condamnant la répression sioniste. Le soulèvement actuel montre aux sionistes, et au monde tout entier que le peuple palestinien refuse d'être occupé, refuse les « solutions » sionistes et jordaniennes, et fait la preuve des liens qui existent entre l'OLP et le peuple palestinien de l'intérieur. Dans toutes les villes, en état de soulèvement, les tracts appelant la population à persister dans la lutte sont signés : Révolution Palestinienne.

Traitant du soulèvement en Palestine occupée, « l'Humanité » d'hier matin, parle des « véritables patriotes israéliens », et souhaite que « la politique de colonisation ne conduise pas à d'autres guerres ». Rappelons au pcf ce qu'il n'a jamais cessé de nier : que la Palestine est la patrie d'un peuple, palestinien, face auquel il n'est pas de « patriotisme mais une occupation. Et que, face à la guerre unilatérale que lui faisait depuis des décennies Israël, ce peuple mène en permanence une guerre de libération, dont on attend toujours que l'Humanité la soutienne.

ARGENTINE

L'avancée vers le coup d'état semble se préciser : des troupes ont fait mouvement vers la capitale Buenos Aires, et pris le contrôle de tous les bâtiments publics de la ville de Resistencia (au nord). Cependant, se tenaient en même temps une réunion du gouvernement, à laquelle étaient invitées d'autres personnalités, et une réunion des commandants en chef des trois armes. Six partis politiques se sont réunis pour « organiser la défense de la république ».

ERYTHREE

Le Front de Libération de l'Erythrée annonce que cent quarante personnes ont été assassinées par l'armée éthiopienne dans le village de Um Berami (région de Massaoua).

ITALIE

Au congrès de la démocratie chrétienne, l'opposition entre le secrétaire général, Zaccagnani, et le ministre de la défense, Forlani, tourne largement autour de la question de l'attitude de ce parti à l'égard du parti révisionniste, et des propositions de « compromis historique » faites par celui-ci à la DC.

LIBYE

Au cours du voyage de Chirac, un certain nombre d'accords ont pu être signés, notamment concernant un projet de centrale nucléaire et d'usine de dessalement de l'eau de mer. Mais la question importante, qui n'a pu être résolue, est celle du déficit de la balance libyenne vis-à-vis de la France : Chirac a refusé de s'engager à acheter une quantité de pétrole libyen suffisante pour le combler, se limitant à de très vagues promesses.

PORTUGAL

Une bombe a explosé devant la faculté des sciences économiques de Porto. Les dégâts sont très importants. Il s'agit encore d'un attentat fasciste.

Nelson Rockefeller en France : « inter-dépendance » ou indépendance ?

Visitant la France à l'occasion des fêtes du bicentenaire de son pays, Nelson Rockefeller, vice-président des Etats-Unis, est revenu sur la question des rapports franco-américains. S'étant voulu rassurant sur la question de l'attitude américaine en cas de participation révisionniste au gouvernement, il a déclaré que son gouvernement ne veut pas « s'ingérer dans la politique intérieure de la France ». Cependant, dans le même discours, il a formulé une

nouvelle proposition : « les Etats Unis, la France et le reste de l'Alliance atlantique pourraient proclamer une déclaration d'interdépendance », proposant cet objectif pour l'année en cours. Monsieur Rockefeller n'y va pas de main morte et, compte tenu des rapports de force existants, son interdépendance ressemble fort à une dépendance. A nous de veiller, dans ces conditions, à défendre notre indépendance, tout court.

Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

LES TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITALISME

Interventions de cellules d'entreprises du PCR (ml) (extraits)

- Des mines de Liévin

- De la SMN (Caen)



Je tiens tout d'abord à vous dire une chose sur le camarade Robert, qui aurait été très heureux de se trouver ici aujourd'hui. Malheureusement, il est à l'hôpital.

Je vous apporte aussi l'espoir des camarades de Liévin, parce que cet espoir est vers ceux qui ont organisé le Tribunal Populaire : un espoir est devant nous et nous sommes heureux de nous joindre aux camarades qui sont venus au lendemain de la catastrophe se battre aux côtés des mineurs. Pour nous, qui faisons partie de la génération des anciens mineurs, *quelque chose a bougé à Liévin*. Nous l'avons bien remarqué hier soir lorsque le juge Pascal est venu chez nous. Pour renforcer notre courage, nous qui avons été des premiers au PCR à Liévin, nous avons pu

constater qu'il y avait de nombreux syndicalistes à cette réunion. Et ceci est clair : les syndicats vendus perdent de leur pouvoir.

Voici 15 mois que nos 42 camarades sont morts, et que certains s'accordent à œuvrer pour que la vérité n'éclate pas. Mais 42 camarades sont morts. Nous avons travaillé des années ensemble et si certains alliés du capitalisme et des Houillères croient que cela va vers l'oubli, ils se trompent. Nous sommes plus décidés que jamais à la lutte afin qu'éclate la vérité, et que soient châtiés les assassins de nos camarades.

Pour en finir, je voudrais, à la vue de cette salle remplie faire un vœu : voir dans un avenir prochain à Liévin autant

de camarades se battre et bâtir avec vous un vrai monde où ceux qui peinent et meurent au fond de la mine, de la silicose ou des «catastrophes» ne soient pas des hommes uniquement mis pour travailler comme des bêtes afin d'enrichir les capitalistes, mais où ils seront traités, comme le dit l'Internationale, «comme des hommes et non des chiens».

Et pour terminer, je tiens à vous répéter combien ils sont fiers, les anciens mineurs et retraités, d'être communistes révolutionnaires.

Au moins, ils sont du côté de gens qui veulent vraiment se battre, et non pas faire du cinéma. Et comme l'aurait dit sûrement le camarade Robert s'il avait été là :

Vive le Parti Communiste Révolutionnaire !

A la S.M.N., depuis plus d'un an, la Direction bloque toute négociation sur les revendications : la crise est la réponse à toutes nos demandes, la crise explique tout, justifie tout.

Pour les travailleurs, ce n'est pas la crise qu'il faut accuser, mais ceux qui l'ont provoquée : les patrons et le gouvernement.

Les patrons ont augmenté de façon importante les prix pour augmenter leurs profits. Dans le même temps, ils augmentent les cadences, la productivité au dépens de la

sécurité et des conditions de travail. Dans un des derniers bulletins de la direction, on lit : «Les temps meilleurs étant revenus, la société devra penser ses plaies pour garantir l'avenir de l'emploi». Cela montre bien que quelle que soit la situation économique, les patrons trouvent toujours de faux prétextes pour refuser les revendications des travailleurs.

Dernièrement, les camarades de divers secteurs de la S.M.N. ont fait reculer les patrons et annuler le chômage partiel. Mais tout n'est pas gagné pour autant.

les travailleurs du TF2. A l'initiative du PCR, c'est la grève illimitée au TF2. La direction de la CGT, prétextant un risque de lock-out pour toute l'usine, appelle les travailleurs du BPE à la reprise sur la promesse d'une prime. Le TF2 et le TPF se trouvent isolés !

Des questions se posent :

- Pourquoi le mouvement ne s'est pas étendu à toute l'usine ?

- Pourquoi Séguy et Maire n'appellent-ils pas à la grève générale ?

- Pourquoi n'y a-t-il pas d'entraide financière autour de notre lutte ?



Au mois de décembre, des actions éclatent aux laminoirs, dans plusieurs secteurs, le BPE se met en grève illimitée. La direction riposte en lock-outant

- Comment riposter au lock-out ?

Les camarades de la cellule engagent un débat sur toutes ces questions.

LA SANTÉ, C'EST L'AFFAIRE DES MASSES

Un camarade du PCR de la cellule de l'hôpital St Antoine

A partir d'une enquête effectuée parmi les travailleurs de l'hôpital, nous nous sommes aperçus que la première préoccupation des hospitaliers, c'étaient les mauvaises conditions de travail dues au manque de personnel.

D'autre part, on s'est aperçu que les travailleurs hospitaliers ignoraient ce qu'étaient réellement les chômeurs dont ils entendaient parler, mais qu'ils ne voyaient jamais.

Avec le Comité de Lutte Contre le Chômage des XI^e et XII^e, nous avons amené des chômeurs discuter avec les travailleurs hospitaliers et l'unité s'est faite immédiatement. Les travailleurs hospitaliers ont dit : «Nous avons trop de travail, nous sommes crevés et on vous refuse l'embauche ; ce n'est pas juste !» Avec les chômeurs, nous avons contacté la direction pour demander l'ouverture de l'embauche. Celle-ci nous a répondu qu'elle manquait d'infirmiers et non d'agents hospitaliers, ce qui est faux. Nous nous sommes rendus compte que pour obliger l'administration à embaucher, nous devions mobiliser les hospitaliers et, avec la CFDT, nous avons établi un questionnaire destiné à connaître les besoins réels et nous l'avons fait remplir par tous les travailleurs. Ce questionnaire (en cours de dépouillement), a suscité un très vif intérêt. Dès que le questionnaire sera dépouillé, nous voulons :

- organiser une A.G. réunissant tous les travailleurs de l'hôpital et les chômeurs du quartier.

- entrer en lutte pour exiger l'ouverture de l'embauche.

- réaliser l'unité entre le personnel soignant, les malades et la population du quartier.

L'unité est possible ; à Saint Antoine nous contribuerons à la réaliser car la santé, c'est l'affaire des masses.

Le CLISACT

«Nous refusons l'hypothèse de la fatalité donnée par les Houillères !» disaient les mineurs.

«Nous refusons de voir nos vies monnayées par des primes, ce que nous voulons, c'est éviter les accidents !» disaient les sidérurgistes et les ouvriers du bâtiment :

De plus en plus les travailleurs se révoltent contre le salaire au rendement, les cadences responsables d'accidents et de maladies, et les luttes se généralisent sur les conditions de travail.

Le CLISACT est né directement au lendemain des Assises sur les conditions de travail et maladies professionnelles en juin 70, de cette volonté existant de plus en plus à l'intérieur de la classe ouvrière de refuser de mourir au travail pour le capitalisme, de prendre en mains la lutte pour la santé et la sécurité. Le

CLISACT qui regroupe des ouvriers, syndicalistes CGT et CFDT, paysans, médecins, juristes, techniciens veut répondre aux besoins des masses et constituer un outil à la fois politique et scientifique à leur service, dans une optique révolutionnaire.

D'ores et déjà, la bataille contre Pechiney est engagée, (elle regroupe des ouvriers, des paysans de plusieurs comités de lutte contre la pollution de PUK, ainsi qu'un groupe d'étude du CLISACT. Les premières contre-expertises médicales ont été réalisées, ainsi qu'un travail de coordination des différents groupes pour construire l'unité populaire ouvriers, paysans dans la lutte contre PUK.

Ni chômage, ni pollution !

Nous ne céderons pas au chantage de la bourgeoisie qui veut nous faire payer la crise et économiser encore sur la sécurité !»

- De Bourgogne-Electronique (Dijon)

Bourgogne Électronique à Dijon, c'est une usine de 1 750 personnes dont une grande majorité d'O.S. femmes.

Lundi dernier, en assemblée générale, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine pour : 400 F pour tous ; refus de la nouvelle grille de classifications ; la 5^e semaine de congés payés ; la baisse des cadences ; le paiement des ponts et des heures de grève ; la retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.

Jusqu'à ces derniers temps, le chantage à la crise, entretenu par la direction, pesait encore sur la majorité des filles. Par exemple, en décembre 75, un débrayage avait eu lieu pour la cinquième semaine de congés pour Noël. Beaucoup avaient débrayé mais elles étaient retournées travailler peu de temps après le premier refus de la direction.

La mise en place de la nouvelle grille de classifi-

cations par le patronat de la Métallurgie, début mars, a déclenché la lutte. L'occupation a été votée par tous. Un comité de grève s'est mis en place, composé de délégués d'ateliers, ainsi que des commissions d'animation, de collectes et de popularisation, la détermination des travailleurs est grande.

La direction riposte à cette mobilisation par des mesures d'intimidation comme les constats d'huissier et l'assignation en référés de 15 délégués. Ceux-ci posent la question des obstacles qu'il faut surmonter pour aboutir.

- Il faut renforcer l'occupation de l'usine.

- Il faut élargir la lutte pour renforcer notre rapport de force dans tout le trust Thomson.

- Il faut lutter contre les idées défaitistes du P«C»F.

Voilà ce dont notre Parti doit débattre avec les travailleurs pour une lutte victorieuse.

Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

INTERVENTION CENTRALE

de Max CLUZOT secrétaire politique du
Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) (extraits)

Camarades,

Dans cette société impérialiste pourrissante, qui en arrive à sa phase finale, ce qui grandit, c'est la volonté de lutte, c'est la conscience de la nature politique de cette crise et de la nécessité de la seule issue possible, l'issue révolutionnaire, c'est l'aspiration au socialisme.

Mais elles se heurtent au poids de la politique de crise : la menace permanente et massive du chômage et maintenant, la politique systématique de répression. Depuis plus de deux ans, la classe ouvrière s'est aguerrie face à cette situation nouvelle, a appris à la combattre. Des luttes d'aujourd'hui, encore dispersées, un point de vue offensif se dégage. Face au chômage, quand de nombreuses usines refusent en bloc tout licenciement et exigent même, comme à Fougères, la création d'emplois. A la Solmer tout récemment, c'est le chômage partiel qui a été massivement refusé. Dans les quartiers et autour des entreprises, commence à se tisser l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs, et plus largement l'unité populaire contre le chômage. Face à la politique répressive, une détermination nouvelle s'affirme pour prendre en main directement, sur le terrain, la construction d'un rapport de forces, pour s'opposer à la violence de la bourgeoisie.

UN COMBAT SANS MERCI CONTRE LE RÉVISIONNISME

Ce qui pèse le plus lourd, c'est encore le poids du passé, le poids des idées bourgeoises, de capitulation, et de soumission, telles qu'elles ont pu sous la forme du révisionnisme, imprégner des années durant, de l'intérieur, le mouvement ouvrier lui-même. C'est cela principalement qui divise encore, qui produit les hésitations à mener la lutte jusqu'au bout, qui obscurcit les perspectives politiques et sape la confiance dans l'avenir, dans le rôle historique de la classe ouvrière.

Au moment où s'aggrave la crise politique, alors qu'inévitablement un vaste affrontement se prépare avec la bourgeoisie, nous devons tout faire pour que cet affrontement ne soit pas inutile. C'est pour cela aussi que se pose de façon aiguë la nécessité d'une lutte implacable contre le révisionnisme. Chaque fois que les masses se sont soulevées contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie, les partis révisionnistes ont conduit leur lutte à l'échec. Au Chili d'abord, au Portugal ensuite. Nous ne voulons pas continuer la liste. Le révisionnisme est en effet le pire ennemi du mouvement populaire et de la révolution, car c'est un ennemi caché, qui désarme de l'intérieur le camp du peuple ; un ennemi qui prétend prendre la tête du mouvement des masses. Lorsque le révisionnisme dirige le mouvement de masse, celui-ci est voué à l'échec. Pourquoi ?

Parce que le révisionnisme sape le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le mouvement de masse. Tout son effort tend à imposer la direction de la petite et moyenne bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière : en niant le caractère spécifique des intérêts de classe du prolétariat, le révisionnisme brise son initiative, sa fermeté, sa

clairvoyance, au profit de l'indécision petite-bourgeoise, de son goût au compromis, de sa confusion et aussi de sa promptitude à remplacer, sans les éliminer, les anciens exploités.

Parce que les partis révisionnistes se substituent aux masses et imposent leur organisation contre les organisations que se donnent les masses, leur tactique, leurs mots d'ordre, leurs formes de lutte contre ceux que définissent les masses, et ils les répriment. L'organisation révisionniste ajoute à l'appareil de coercition complexe de la bourgeoisie un nouvel appareil de coercition se déployant chaque fois qu'il y a lutte et pesant de tout son poids quand la lutte s'étend. Leurs services d'ordre doublent les bandes armées du capital, leurs permanents sont autant de sergents d'une armée tout entière dressée contre la révolution, toute leur organisation en parti n'a qu'un sens : contrôler, encadrer, dévoyer le mouvement populaire.

Parce que le révisionnisme s'appuie sur toutes les hésitations propres au mouvement de masse, il ne se contente pas d'y introduire sa propre force destructive, il a déjà un allié dans la place, que forment les moments de découragement, de crainte, d'hésitation, inévitables dans le cours d'une lutte. Le révisionnisme prend appui, dans la lutte elle-même, sur les idées de soumission et de mesure qu'entreteint depuis toujours la bourgeoisie. En ce sens, il nous colle à la peau, il nous étouffe, si nous ne nous attachons pas à le combattre.

Parce que le parti révisionniste agit de manière cohérente dans le cadre du jeu politique bourgeois dont il est devenu définitivement une composante particulière. A l'époque de la crise, aucune ambiguïté ne peut être entretenue sur la nature bourgeoise du parti révisionniste. Ce n'est pas parce qu'il agit au sein de la classe ouvrière, ce n'est pas parce qu'il compte encore dans ses rangs des milliers et des milliers d'ouvriers honnêtes que le parti révisionniste ne serait pas un véritable parti bourgeois. Agir au sein de la classe ouvrière, c'est là précisément sa fonction, sa particularité et recruter des ouvriers, en découle.

Peut-on soutenir raisonnablement que le PCF, aujourd'hui, dans le cadre de la crise, défend les intérêts immédiats du prolétariat ? Mais quelle lutte mène-t-il donc contre le chômage, contre les licenciements, contre la hausse du coût de la vie ? Sur quoi a-t-il fait reculer le gouvernement en place ?

En vérité, la nature profonde de la crise, la fragilité de l'équilibre entre partis bourgeois de droite et de gauche, interdit une telle séparation entre les intérêts immédiats et les intérêts stratégiques de la classe ouvrière. Aussi devons-nous repousser ce bon sens apparent, cette idée dangereuse en réalité que face à la crise, il faut tout unir, même ce qui ne peut pas être uni. Car nous n'y parviendrions pas. Pour lutter contre la politique de crise de la bourgeoisie, il nous faut nous débarrasser de la tutelle du révisionnisme, si nous ne voulons pas nous contenter d'arbitrer les querelles entre partis bourgeois, de servir de masse de manœuvre à leur compétition périodique pour le pouvoir (...)

Voué à l'impuissante tentative d'infléchir la politique révisionniste ou résolu à l'affronter pied à pied dans un

combat sans merci, tel est bien le choix. Il n'est pas de moyen terme.

Parce que nous ne pouvons pas ignorer la place du révisionnisme dans notre lutte contre la bourgeoisie, parce que nous ne voulons pas conduire les masses à la défaite, parce que l'heure est venue de se battre, nous devons affronter sans cesse le révisionnisme et l'expulser du mouvement ouvrier. La victoire du mouvement populaire contre la politique de crise de la bourgeoisie est à ce prix.

VERS L'ORGANISATION AUTONOME DU PROLÉTARIAT

Pour cela, nous, marxistes-léninistes nous disons : tout notre effort doit porter aujourd'hui sur l'organisation autonome du prolétariat, dans ses luttes revendicatives, dans les syndicats, dans la construction de l'unité populaire comme dans son organisation en parti. Autonome par rapport aux courants politiques bourgeois, réformistes et révisionnistes, qui ne représentent pas les intérêts de classe du prolétariat, mais constituent une imixion étrangère, bourgeoise, dans ses propres affaires.

Dans les luttes revendicatives, les travailleurs ont commencé à expulser les permanents du PCF venus s'ingérer dans leurs luttes, comme à Sovirel où le député révisionniste fut chassé, comme la tournée de propagande du PCF en direction des entreprises qui a constitué d'ailleurs un échec cuisant pour les dirigeants révisionnistes venus y défendre l'insoutenable thèse du PCF, parti de la classe ouvrière. Comment ne pas se souvenir du rôle considérable joué dans l'échec de la grève de Chaussou, au printemps dernier, par les notables révisionnistes, qui ont exercé une pression constante sur la lutte, afin d'empêcher les travailleurs de développer largement leur initiative. Aussi, devons-nous chasser systématiquement les permanents révisionnistes de nos luttes, mettre fin à leur comédie de réunions de conseils municipaux dans les entreprises, comme à Valstar à Bagneux, tout en exigeant de leurs élus, comme de tous les élus bourgeois, l'aide matérielle qui est due aux travailleurs en lutte.

Mais cette intervention extérieure, voyante et tapageuse du PCF, n'est pas finalement la plus dangereuse, elle se combine toujours avec une mainmise de l'intérieur sur les luttes, par l'intermédiaire d'un certain nombre de responsables syndicaux, dont la tactique et le comportement sont dictés de l'extérieur par le PCF, parfois non sans contradictions. C'est pour cela qu'il faut être vigilant pour assurer de part en part le contrôle des travailleurs sur leurs luttes. Les comités de grève, formés de syndiqués et de non syndiqués, rassemblant les syndiqués de la CGT et ceux de la CFDT, dont les responsables sont désignés et révoqués par tous les travailleurs en lutte, constituent à cet égard une première garantie. Il est significatif qu'ils tendent à se généraliser. La tenue d'assemblées générales réellement démocratiques, dans lesquelles chacun puisse effectivement prendre la parole

pour exposer son point de vue, doit être partout exigée. Tout cela compliqué le travail des révisionnistes, en même temps que sont ainsi créées de bonnes conditions pour mener la lutte. Toutefois, ces mesures en elles-mêmes ne sont pas suffisantes et les exemples ne manquent pas où les révisionnistes, s'appuyant parfois sur l'inconséquence et la tendance au compromis des dirigeants élus des comités de grève, parviennent néanmoins à peser sur la lutte. Aussi la mise en œuvre de tels justes principes de combat, de telles mesures démocratiques doit-elle s'accompagner d'une grande vigilance par rapport au révisionnisme et ne peut être séparée de la politique révolutionnaire. Comme il n'y a pas de contradiction entre les intérêts immédiats et les intérêts historiques du prolétariat, il ne peut y avoir de fausse conception de l'autonomie, mettant dans le même sac la politique bourgeoise et la politique révolutionnaire. Aussi les travailleurs de LIP ont-ils eu raison — et leur action en a été du même coup renforcée — de s'ouvrir constamment aux idées révolutionnaires, à conditions bien sûr d'exercer en tout leur direction sur la lutte. Car le choix n'est pas entre le refus de toute politique ou la soumission au révisionnisme, mais entre la politique bourgeoise et la politique révolutionnaire, le refus de la politique conduisant, nous le savons bien, à la soumission au réformisme et au révisionnisme. Cependant, nous devons unir tout ce qui peut être uni, aussi bien dans les luttes que dans l'organisation syndicale, pour contrer la main-mise réformiste et révisionniste, qui est bien le danger principal et considérer l'anarcho-syndicalisme avant toute chose sous l'angle de son opposition à ces courants bourgeois et aux partis qui les représentent : le PC et le PS.

RÉALISER L'UNITÉ POPULAIRE

Si c'est contre le révisionnisme et le réformisme que les luttes peuvent triompher, il en va de même pour réaliser l'unité populaire. Il nous faut briser le carcan que nous imposent ceux qui nous empêchent de combattre et de nous unir, ceux qui veulent nous soumettre aux cadres, aux PME, à la petite bourgeoisie, dans de vastes coalitions électorales où le prolétariat n'a rien à gagner. Cette unité de l'ouvrier et du paysan, du chômeur et de l'actif, de l'immigré et du français, du jeune et du moins jeune, des hommes et des femmes, de l'employé, de l'intellectuel révolutionnaire et du travailleur manuel, nous devons la tisser dès aujourd'hui, sous la direction du prolétariat, car c'est elle qui nous permettra de vaincre. N'est-elle pas d'ailleurs en germe dans cette rencontre fréquente entre le paysan et l'ouvrier en grève, dans les ventes à bas prix de viande et de nourriture dans les quartiers populaires et aux usines en lutte, dans la mobilisation de toute une région pour soutenir les viticulteurs du Midi ? Il s'agit aujourd'hui de l'étendre, de briser l'isolement dont profite la bourgeoisie et le révisionnisme.

Nous publions demain
la suite de cette intervention

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Chaque lecteur
qui pratique un sport...

Il y a eu ces derniers temps un redressement mais, il faut l'accentuer. Dans ce domaine nous pensons que c'est effectivement l'affaire de tout le monde et non de quelques spécialistes, car si nous avons fait des progrès par rapport aux luttes... il en reste beaucoup plus à faire de ce côté-là. Que chaque lecteur qui pratique un sport et l'apprécie, qui va au cinéma, au théâtre, lit un livre fasse à chaque fois un petit article et nous verrons le Quotidien s'améliorer de ce côté.

Pour faire connaître le Quotidien du Peuple

J'ai bien reçu les affiches, elles ont été collées sur Périgueux, et les environs sans difficulté. Je suis prêt à en recevoir en beaucoup plus grand nombre dès que vous m'en expédiez.

Si vous disposez d'exemplaires du Quotidien du Peuple entreposés et dont vous ne vous servez pas, je pense qu'il est indispensable que vous m'en fassiez parvenir afin que je les colle aux portes des usines, ateliers, lycées, etc...

S'il y en a vraiment une grosse quantité, je peux même les distribuer gratuitement car de telles actions peuvent, à mon avis, contribuer à faire connaître le journal.

J. G. Périgueux

Particulièrement apprécié

Je profite de ce courrier pour vous féliciter à propos de l'amélioration continue du Quotidien tant dans sa présentation que dans son contenu.

J'ai particulièrement apprécié le témoignage de Bernard Lambert sur son voyage au Portugal, le feuilleton d'Edgar Snow, les enquêtes et dossiers ou documents sur les grands problèmes actuels en URSS et en Chine, et même les mots croisés que je regrette de ne pas trouver régulièrement.

Réunion de lecteurs

Nous invitons les lecteurs et amis du Quotidien du Peuple des Pyrénées Atlantiques et départements environnants à assister à la première réunion du Quotidien du Peuple à Pau.

Complexe de la République
Place de la République
salle 7/4 - 7^e étage
Vendredi 26 mars à 20 h 30

Communiqué du MLAC appel aux femmes

(contribution à un livre noir sur l'avortement,
la contraception, la maternité)

Pour que toutes ensemble, nous puissions démontrer comment sont appliquées les lois sur l'avortement et la contraception dans les hôpitaux et les cliniques, le MLAC demande à toutes les femmes, femmes isolées, femmes en lutte, femmes en détresse, femmes humiliées, de lui envoyer des témoignages de ce qu'elles ont vu et vécu à propos d'une demande d'avortement, à propos d'une demande d'information réelle et sérieuse de contraception, ainsi que des conditions dans lesquelles elles ont accouché.

A l'aide de ces témoignages qui doivent être datés et signés (nom, âge, adresse) nous constituerons un dossier noir sur l'ensemble de ces questions.

Nous ne devons pas rester isolées, culpabilisées. Nous devons au contraire lutter ensemble, au grand jour, pour faire échec à tous ceux qui sabotent nos droits et qui utilisent leurs pouvoirs pour nous museler.

Si vous ne désirez pas que votre identité soit donnée, il vous suffira de le dire dans votre témoignage et nous la garderons secrète.

Soyez nombreuses à nous écrire : MLAC, 34, rue Vieille du Temple 75 004 Paris, dès à présent et le plus vite possible.

Communiqué de l'U.C.J.R.

Le stage de Pâques de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire aura lieu dans la région parisienne. Le rendez-vous pour tous les camarades est prévu le dimanche 28 mars, de 9h. à 14h., au siège de «Rebelles» - 57 rue Ordener - Paris 18^e. (Métro Marcadet). Le prix du stage pour une semaine s'élève à 120 F.

Au programme : outre les loisirs et la détente, sont prévus des rencontres avec des camarades étrangers et des ouvriers, des carrefours sur les problèmes actuels des jeunes (chômage, école, racisme anti-jeunes, famille...). Venez nombreux !

A propos de « ce qu'on fait manger aux Français »

OUVRIER DES PERSPECTIVES NOUVELLES ET APPORTER DES SOLUTIONS

Je suis très intéressée par la grande enquête que vous avez entreprise sur l'alimentation, problème de base puisque «ce qu'on mange» fait ou défait notre santé. Aussi fallait-il bien commencer par dénoncer tout ce qu'il y a de nocif aujourd'hui dans l'alimentation, à commencer par le pain blanc mais aussi tous ces aliments dénaturés par les traitements industriels.

Après avoir dénoncé «la pollution des aliments» qui fait la fortune des industriels de l'alimentation en même temps que celle des laboratoires pharmaceutiques puisqu'elle détruit notre santé, il faudra ouvrir des perspectives nouvelles et apporter des solutions.

Il faudrait remonter la chaîne alimentaire jusqu'à son point de départ : l'agriculture, car c'est là que va commencer la bataille pour la qualité, pour le vivant, le naturel... alors, quelle agriculture : biologique ou non ? Continuera-t-on à abuser d'engrais chimiques, des pesticides ? Culture biologique : utopie ou possibilité réelle ? Quel avenir lui réserve-t-on ? Qu'en pensent

les paysans lecteurs du Quotidien ?

Les produits naturels, biologiques, seront-ils longtemps encore réservés à un petit nombre, ceux qui savent, ceux qui peuvent les payer ? A l'heure actuelle, en effet, leur prix reste beaucoup plus élevé que celui des produits industriels, l'alimentation saine n'est pas à la portée de tous parce qu'elle est produite par des circuits parallèles, des associations privées qui, pour rester indépendantes, ne disposent d'aucune aide financière de l'État et sont soutenues par leurs seuls adhérents.

Une lectrice de Caen



Vente de viande par des paysans devant Renault.

Je suis d'accord avec toi, sur la nécessité d'offrir des perspectives, de proposer des solutions. Quant au débat que tu ouvres sur l'agriculture biologique ou chimique, d'autres lecteurs se posent les mêmes questions. Plus largement encore, un certain nombre de paysans, de citoyens s'y intéressent. Il apparaît difficile de nier que l'introduction des engrais chimiques à la campagne a permis d'augmenter les rendements, de diminuer le coût

social des produits. Un agriculteur du Finistère, présent au Salon de l'Agriculture, nous racontait que sur le même hectare d'herbe son père obtenait 6 000 litres de lait, et que lui en obtenait 12 000. Le progrès technique introduit dans l'agriculture a eu, de ce point de vue, des conséquences positives. Mais, le capitalisme, dans sa course effrénée au profit maximum, a dépassé toute mesure. Les engrais ont été utilisés à doses massives,

les pesticides de même. La question qui se pose, n'est pas celle d'accepter ou de refuser la technique, c'est celle de la contrôler.

Pour cela, nous ne pouvons pas compter sur la bourgeoisie, sur sa politique à courte vue, méprisant les besoins des travailleurs. C'est au peuple, aux paysans et aux ouvriers de France, d'entamer la lutte pour construire l'avenir.

Pierre PUJOL

De Saône et Loire

ECHO DES CANTONALES

Dans mon canton de Tramayes, les deux restés en liste au deuxième tour étaient : une mairesse, comtesse de Thansiergues qui a été battue par le vétérinaire de la région : socialo.

Ses méthodes pour recruter des électeurs ? Beaucoup de promesses : club du troisième âge ; salle pour les jeunes ; club sportif ; Etc... etc...

Aux foires, aux réunions quelconques, il a payé de bons coups à boire à qui voulait bien le suivre ;

le tutoiement et la familiarité avec tous connus ou inconnus ; des bonjours et de grands signes à tous ;

le tour de chacun de ses clients et sûrement d'autres

pour se faire passer pour le copain ou l'ami de chacun.

Ce vétérinaire est connu comme «tête en l'air». Il joue les bolides dans sa voiture. Depuis sa préparation aux élections, sa femme, d'ordinaire hautaine et froide, est devenue gracieuse et ouverte et rendait visite à tous les malades.

Certains s'y sont laissé prendre mais beaucoup ont voté pour lui, pour ne pas voter pour une noble mais en se rendant bien compte de ce qu'il vaut. Une paysanne m'a dit : «L'un ou l'autre, ils ne me feront pas mon travail et ils n'y changeront rien. Alors !».

JE M'ABONNE

1 AN	300 F
6 MOIS	150 F
3 MOIS	80 F
1 MOIS	30 F

Envoyez à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
AU MÊME KIOSQUE**

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribuée par les NMPP
Commission Paritaire :
58 942

BLOC-NOTES

TÉLÉVISION

Juridique

LES SAISIES

Avec la date du 15mars, les expulsions redeviennent possibles aux yeux du droit bourgeois. C'est toute la question de ce qu'on appelle les voies d'exécution forcée qui est de nouveau d'actualité. Car les expulsions et les saisies sont les faces différentes d'une même réalité : celle d'un droit entièrement au service de la classe au pouvoir. Si la prison pour dettes du XIXe siècle, décrite dans les romans de Dickens par exemple, a officiellement disparu, que penser des saisies et des expulsions ? Fondamentalement, rien n'a changé : la loi est toujours au service des possédants contre ceux qui n'ont rien.

LES SAISIES

A l'origine de toutes ces procédures, la crise. Avec l'augmentation du cout de la vie, la multiplication du chômage, le niveau de vie des couches populaires diminue, les traites s'accumulent et on n'arrive plus à les payer. Les loyers aussi, deviennent de plus en plus hors de prix. 15 à 20% d'augmentation depuis 1973 pour les HLM. Les charges ne cessent d'augmenter. Dans les familles populaires, on n'arrive pas, parce que les travailleurs seraient incapables de gérer un budget comme l'insinue la bourgeoisie.

Ainsi, la CNL (Confédération Nationale du Logement) a publié les résultats d'une étude menée par l'administration, les HLM et les organisations de locataires à Champigny sur 250 cas de retards de paiement, 248 étaient dus au chômage total ou partiel ou aux conditions d'exploitation capitaliste (maladie, accident).

Pour se faire payer les propriétaires ou les organismes de crédit ont au moins deux possibilités : la saisie sur salaire ou *saisie-arrêt*, et la saisie pure et simple des biens de leur débiteur.

LA SAISIE-ARRÊT

Par la saisie-arrêt, un créancier fait main basse sur des sommes ou des meubles dus à son débiteur, les fait vendre et se paie sur le produit de cette vente. Pratiquement, il s'agit le plus souvent de faire une saisie-arrêt sur le salaire du travailleur en retard de paiement.

Quelles sont les conditions ?

La créance doit être : certaine, liquide, exigible. Il faut qu'elle soit certaine, c'est-à-dire, qu'il est par exemple, interdit de faire une saisie-arrêt pour se payer d'une créance éventuelle, comme une condamnation qui n'a pas encore été prononcée. Il faut que la créance soit liquide, c'est-à-dire,

qu'elle doit être évaluée en argent. Eventuellement, la créance peut être évaluée de façon provisoire. Enfin, la créance doit être exigible : c'est-à-dire qu'on ne peut saisir pour des créances à terme.

Un jugement est nécessaire. Pour pouvoir saisir, le créancier doit obtenir un jugement du tribunal d'instance du lieu où réside le salarié saisi.

Il doit obligatoirement y avoir une tentative de conciliation. Le salarié est convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 8 jours à l'avance. Le juge tente d'arriver à un arrangement, qu'il inscrit dans un procès-verbal de conciliation. S'il n'y a pas de conciliation, le juge prend une ordonnance, autorisant la saisie-arrêt.

Mais si le travailleur arrive à montrer que la créance est contestable, donc n'est pas certaine, le juge ne peut pas autoriser la saisie-arrêt, et il renvoie les deux parties devant le tribunal qui décidera si la créance est valable.

On ne peut pas faire appel contre une ordonnance de saisie-arrêt, mais seulement un *pourvoi en cassation*. Par contre, si le créancier a déjà un jugement condamnant le débiteur, il n'a pas besoin d'un nouveau jugement.

(à suivre)

Yves BEAUMONT

Lundi soir sur TF1 :

Avenir du futur

«CHARLY»

Film de R. Nelson

UN DEBAT DE SPECIALISTES

Charly, c'est le prénom d'un jeune attardé mental, qui, mis en concurrence avec une souris blanche au cours de tests d'intelligence, est régulièrement battu par elle. Heureusement pour Charly, il ne s'agit pas d'une souris tout à fait comme les autres : on lui a fait subir une intervention chirurgicale pour la rendre plus astucieuse ! Le cobaye suivant sera Charly qui deviendra une sorte de génie, avalant le programme d'étude du primaire en cinq semaines, celui du secondaire en trois, ... etc.

Mais ce qu'ignoraient les savants, c'est que l'opération en question n'avait que des effets temporaires... et Charly redeviendra un attardé mental. Sur ce thème, R. Nelson a réalisé un film médiocre qui vaut surtout par la performance de l'acteur principal, C. Robertson. Reflet d'un certain désenchantement des intellectuels américains devant l'évolution de la science (le film a été tourné à une époque où les savants américains étaient largement mis à contribution pour la guerre du Vietnam), le film est surtout une fable dont la morale pourrait s'énoncer brièvement : « l'intelligence ne fait pas le bonheur ». La meilleure preuve en est la scène où Charly, devenu une sorte de « super-génie » est présenté à un public de savants : il se montre amer, pessimiste, désespéré.

Quant au débat qui réunissait des psychologues neuro-psychologues, et généticiens, ce fut surtout un débat pour initiés, malgré la présence de M. Toesca, écrivain, soi-disant chargé de poser des questions « naïves » à cet aéroplane de scientifiques. Le problème fondamental qui préoccupait le présentateur de l'émission était de savoir si la France comptait plus d'attardés mentaux que les autres pays !

Au passage, on apprenait tout de même que 25 % (au minimum) du nombre d'attardés mentaux était dû aux conditions de vie de la mère pendant la grossesse, et aux mauvaises conditions d'accouchement, et 50 % à des « causes inconnues » !

En fait, le débat a surtout porté sur le problème des tests d'intelligence et de la mesure du « quotient intellectuel », oubliant les vertueuses déclarations du débat, suivant lesquelles « l'intelligence, ça ne se définit pas, ça ne se compare pas... ». Débat de chiffres surtout, qui tendait à prouver que « l'intelligence est héréditaire », et qui gommait complètement le rôle social des tests, caution de la sélection scolaire qu'impose la bourgeoisie aux fils du peuple.

J.P. BOULOGNE

Programme

MERCREDI 24 MARS

TF 1

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Allocution du président de la République et journal
- 20 h 50 - Les roses de Manara : film TV avec J.C. Drouot J.R. Caussimon
- 22 h 20 - Médicale : La médecine pénitentiaire : 2ème partie
- 23 h 20 - Journal

A 2

- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Allocution du président de la République et journal
- 20 h 50 - Police story, série américaine
- 21 h 50 - C'est-à-dire, magazine d'actualité
- 23 h 20 - Journal

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - La manipulation, film TV.
- 22 h 00 - Allocution du président de la République et journal

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé :

E. Snow conclut son portrait de Chou Teh, élu en 1931 commandant en chef de l'Armée Rouge pour le premier Congrès des Soviets.

51^e Épisode
UN STRATÈGE

UN GRAND CAPITAINE

Du point de vue de la stratégie militaire pure et de la direction tactique d'une grande armée en retraite, rien ne se peut comparer en Chine aux qualités de grand capitaine déployées par Chou Teh au cours de la Longue Marche. Et au magnétisme personnel de leadership et aux rares qualités humaines qui inspirent aux hommes cette foi et ce dévouement aveugles grâce auxquels ils ont le courage de mourir pour une cause — à ce magnétisme et à ces qualités doivent être attribuées l'esprit d'unité inentamé dans lequel les forces sous son commandement ont supporté le terrible hiver de siège et de privation sur les plateaux du Tibet, glacés et balayés par les vents, où elles n'avaient à manger que de la viande de yak. Il serait difficile d'imaginer Tsiang Kai-chek ou n'importe quel autre général du Kouomintang survivant avec une armée dans de telles conditions, sans compter le retour en beauté organisé à la fin de l'épreuve et le déclenchement d'une grande offensive s'enfonçant en coin dans les positions de troupes qui avaient pu pendant des mois se préparer à leur aise à l'empêcher. — ce que Chou Teh était précisément en train de faire pendant que je parcourais le Nord-Ouest à cheval.

LÉGENDES

Il n'y a rien d'étonnant à ce que la légende lui prête toutes sortes de pouvoir miraculeux : l'habileté de voir à cent li de tous côtés, la faculté de voler et la maîtrise de la magie taoïque, telle que de créer un nuage de poussière devant l'ennemi ou de lancer le vent contre lui. Les gens superstitieux le croient invulnérable, puisque des milliers de balles et d'obus n'ont pas réussi à le détruire. D'autres disent qu'il possède le pouvoir de résurrection, puisque le Kouomintang l'a maintes fois déclaré mort, donnant souvent tous les détails de son décès. Des millions d'hommes connaissent le nom de « Vertu rouge » (1), et pour chacun d'entre eux il représente une menace ou une brillante étoile d'espérance, selon sa position dans la vie, mais pour tous c'est un nom gravé sur les pages de l'histoire d'une décennie.

UN HOMME TRANQUILLE

Pourtant, tout le monde m'assura que Chou était peu frappant d'apparence — c'était un homme tranquille, modeste, familier, se mettant toujours à votre portée et n'élevant pas la voix, avec de grands yeux (« des yeux pleins de bonté », l'expression revenait souvent), petit de taille et plutôt trapu, mais avec des bras et des jambes d'acier. Il avait maintenant dépassé la cinquantaine ; il avait peut-être jusqu'à cinquante-quatre ans, personne ne savait au juste — mais Li Kiang-lin me dit en riant qu'aussi loin qu'il se rappelait Chou se donnait quarante-six ans. C'était, semble-t-il, une plaisanterie à sa façon ; Li pensait qu'il avait cessé de compter ses années lorsqu'il avait épousé sa femme actuelle — une paysanne à la forte ossature, excellente au tir et cavalière experte.

une amazone qui a conduit une brigade de partisans à elle, qui a porté des camarades sur ses épaules — une femme avec de grandes mains et des pieds d'homme, robuste, de santé vigoureuse, et courageuse.

DÉVOUÉ A SES HOMMES

Le dévouement de Chou Teh à ses hommes est proverbial. Depuis qu'il a pris le commandement de l'armée, il vit et s'habille comme la troupe, partage toutes ses privations, marchant parfois (au début) sans chaussures, vivant tout un hiver de courges, un autre hiver de viande de yak, ne se plaignant jamais, rarement malade. On dit qu'il aime errer à travers le camp, à s'asseoir avec les hommes et à raconter des histoires, ou à partager leurs jeux. Il est bon au tennis de table et désenchanté au basket-ball. Tout soldat peut se plaindre directement au commandant en chef — et ne s'en prive pas. Quand il s'adresse à ses hommes, Chou Teh retire son chapeau. Pendant la Longue Marche, il prêtait son cheval à des camarades fatigués et fit à pied une grande partie du chemin, apparemment infatigable. (...)

Chou Teh n'est en aucune façon un saint, et pourtant, parmi son peuple, parmi les pauvres qui constituent la vaste majorité des Chinois, c'est un homme qui a été profondément aimé pour avoir tenu haut le flambeau de la libération et son nom est déjà immortalisé parmi les hommes qui ont lutté pour la liberté humaine.

(à suivre)

(1) Chou, « vermillon », est en Chine, un nom de famille très répandu ; teh, « vertu », seul ou associé à un autre mot, est également courant comme nom personnel. (N.d. T.)

AMÉRIQUE DU SUD

OPPRESSION ET REVOLTE DANS LE CHILI DE PINOCHET 2.

LE RECORD MONDIAL DE LA REPRESSION

PAR ALAIN LABROUSSE

Le régime instauré par la junte militaire au Chili est devenu aux yeux de l'opinion internationale le symbole de la répression politique. A tel point que le 9 décembre 1975 les États Unis ont dû joindre leur voix à celles des 94 pays qui ont, à l'ONU, condamné «la pratique institutionnalisée de la torture au Chili».

Si les manifestations de la répression politique dans ce pays, la pratique systématique de la torture et les violations des droits les plus élémentaires de la personne humaine, commencent à être connus, on parle moins d'un autre aspect de la politique de la junte : la répression économique exercée sur les masses populaires. C'est pourtant les manifestations de cette dernière, qui sont d'abord les plus visibles pour l'étranger.

la répression économique

On ne peut plus faire dix pas dans la Alameda, avenue principale de Santiago, sans être arrêté par un mendiant. Dans les quartiers résidentiels, la sonnerie de la porte d'entrée retentit dix fois par jour en moyenne. A la porte, un enfant qui n'a qu'un seul mot : «pan», du pain. La nuit venue, ce sont des fillettes de douze à seize ans qui font du porte à porte pour se prostituer.

L'obligation de s'exiler est pour de nombreux Chiliens la conséquence de la politique économique de la junte. Depuis le 11 septembre 1973, le nombre de ceux qui ont dû prendre le chemin de l'exil se situe entre 500 000 et 1 million. Les premiers ont fui la répression politique. Mais aujourd'hui, de plus en plus nombreux sont les Chiliens qui sont simplement à la recherche d'un toit et d'un travail pour survivre.

Trois cent mille d'entre eux sont aujourd'hui en Argentine dans une situation précaire, en butte aux tracasseries de la police, persécutés par les groupes d'extrême-droite, en danger d'être renvoyés dans leur pays s'ils se livrent à des activités politiques ou même syndicales.



D'autres passent en Bolivie ou en Équateur. Ces pays connaissent eux-mêmes un très fort taux de chômage et de sous-emploi, on devine le sort des nouveaux arrivants.

Le sort des travailleurs qui restent au Chili n'est guère plus enviable. Le pain et le thé sucré constituent la nourriture de base de centaines de milliers de familles. Dans plusieurs entreprises, la direction a été obligée de servir une collation aux ouvriers car plusieurs de ceux-ci s'évanouissaient pendant le travail... ce qui ralentissait le rythme de la production. Dans ces condi-



tions on n'est pas surpris d'apprendre que le nombre des suicides est en hausse vertigineuse au Chili.

la répression institutionnalisée

Selon un rapport du Conseil National des Églises des États Unis, trente mille personnes ont été assassinées dans les douze mois qui ont suivi le putsch. Deux mille prisonniers politiques ont «disparu». C'est ainsi qu'en juillet 1975, la junte a tenté, appuyée par des organes de presse argentins et brésiliens, d'accréditer la thèse selon laquelle 119 de ces personnes disparues - dont la majorité appar-

tenait au Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) - avaient été victimes des règlements de compte à l'étranger. La police argentine exhiba alors des cadavres carbonisés ou rendus méconnaissables par l'application de chaux vive. Il s'agissait de victimes du groupe terroriste d'extrême-droite, l'Alliance Anti-Communiste Argentine. Échange de bons procédés en somme : les fascistes chiliens avaient des noms sans cadavres, les Argentins des cadavres anonymes. Mais les familles ne tardèrent pas à dénoncer cette mystification et témoignèrent des arrestations opérées par la police chilienne.

A plusieurs reprises, des dirigeants syndicalistes qui présentaient des revendications économiques au nom des travailleurs, ont été fusillés.

Aujourd'hui, près de huit mille prisonniers politiques sont détenus, en particulier dans les camps de concentration qui ont été ouverts dans tout le pays : Pisagua (dans le Nord), Ile Dawson (dans le sud austral), Tres Alamos (Santiago), Ritoque (près de Valparaíso), etc... Les détenus sont en général dans un état de dénuement extrême, sans possibilité de contacts avec un avocat, ni même de certitude au sujet des délits qui leur sont reprochés.

L'application systématique de la torture aux détenus politiques a été dénoncée par les organisations internationales peu suspectes de sympathie à l'égard de l'extrême-gauche. A tel point que le général Pinochet a décidé, le 4 juillet 1975 de ne pas laisser entrer au Chili la commission des Nations Unies qui devait y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

Cependant de multiples témoignages ont permis de localiser les lieux où sont pratiquées les tortures : l'Académie de l'Armée de l'Air, le 38 de la rue de Londres, la Villa «Grimaldi», etc... C'est la DINA, service de renseignement qui mène les interrogatoires. Cet organisme, qui compte près de deux mille membres, dont beaucoup ont été recrutés dans le lumpen prolétariat, est un véritable État dans l'État. Au point qu'un certain nombre de militaires ont tenté d'obtenir de Pinochet - sans succès semble-t-il - qu'il en limite les attributions.

Parmi les tortures signalées, on relève l'emploi du courant électrique, les viols de femmes, souvent en présence de leur époux et de leurs enfants, l'usage de drogue, les morsures des chiens, etc... La publication du décret-loi 1009 du 8 mai 1975, limitant la détention préventive à cinq jours, n'a été suivie d'aucun effet.

Ce sont d'abord les militants politiques et syndicaux qui sont les victimes de la répression. Celle-ci s'est abattue de manière particulièrement impitoyable sur le MIR, une des organisations les plus redoutées de la junte. Mais elle n'a épargné aucun des autres partis de gauche. Et de nombreux démocrates chrétiens ou inorganisés ont payé de leur vie une attitude combative.

Mais la junte exerce également une répression de masse qui vise à démoraliser d'amples secteurs de travailleurs et de la petite bourgeoisie : d'où les ratissages dans les bidonvilles et les quartiers.

Mais malgré la sauvagerie de cette répression, et l'effet de terreur qu'elle n'a pas manqué de produire, les manifestations d'opposition sont nombreuses, même si elles restent encore, nous le verrons, essentiellement spontanées.



Le sinistre Pinochet

Demain :
de l'opposition à
la résistance